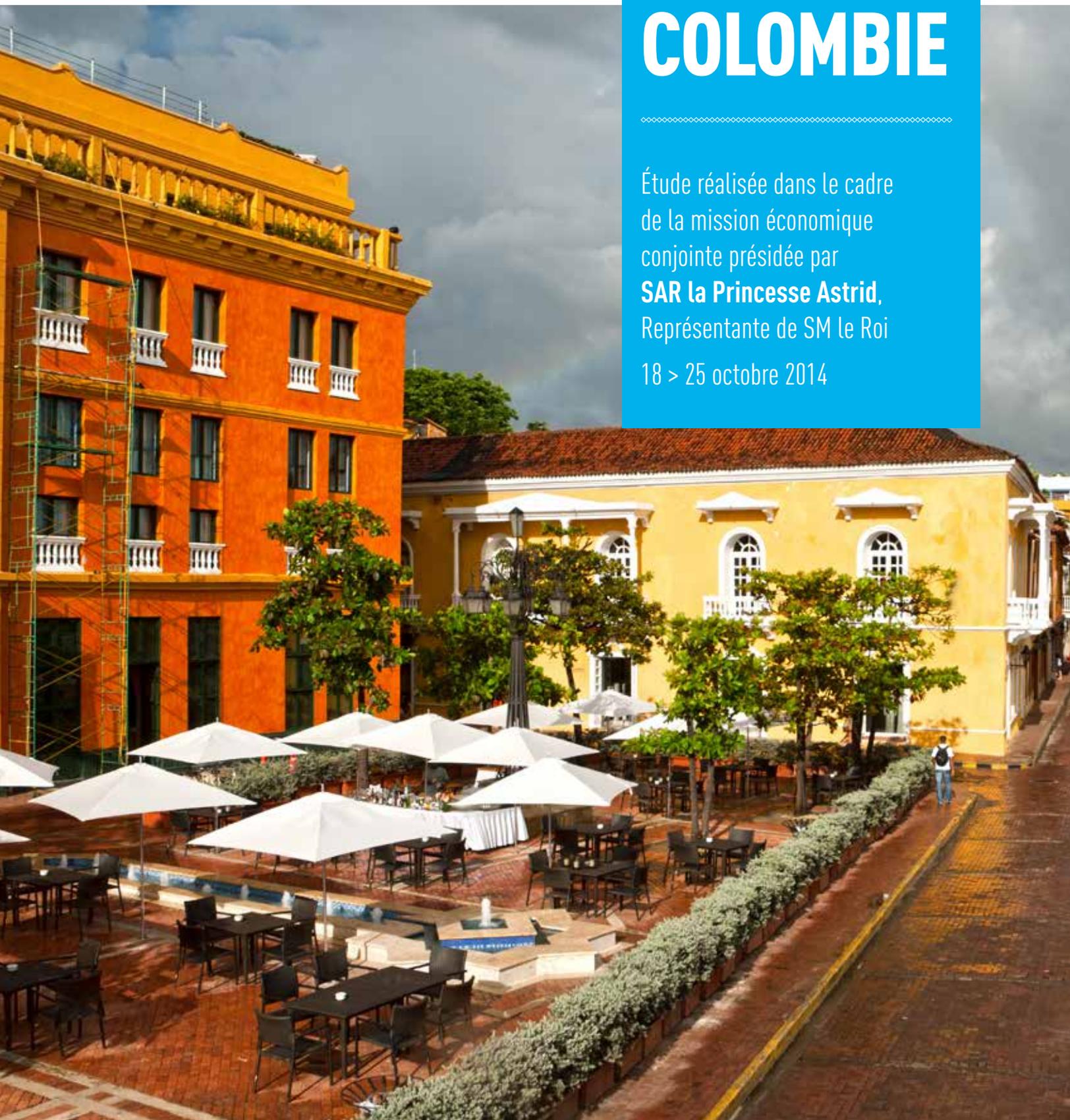


COLOMBIE

Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par
SAR la Princesse Astrid,
Représentante de SM le Roi
18 > 25 octobre 2014



agence pour le
commerce extérieur

PRÉFACE

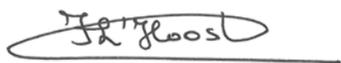
La Colombie est l'une des économies les plus dynamiques du continent latino-américain. Grâce à une croissance annuelle de l'ordre de 4 % durant les quatre dernières années, la république a justifié sa présence au sein des CIVETS, nouvelle génération de pays émergents.

Cette situation favorable est le résultat d'un renforcement de la sécurité, combiné à la politique économique du président actuel Santos, qui vient d'être réélu. L'attraction des investissements étrangers, le maintien de la stabilité macroéconomique, la lutte contre le chômage et le travail informel, ainsi que l'amélioration du climat des affaires constituent les bases de cette politique.

Cinq secteurs clés, « moteurs de la croissance et de la création d'emploi », bénéficient d'un soutien privilégié, à savoir les infrastructures, le logement, les mines et l'énergie, l'agriculture ainsi que l'innovation. Ces domaines revêtent une importance capitale. Ils progressent plus rapidement que le reste de l'économie et présentent un potentiel considérable.

Parallèlement, la dimension extérieure prend de l'ampleur. La Colombie ouvre de plus en plus ses portes aux investisseurs étrangers et travaille au développement et au renforcement de ses relations internationales, sur les plans bilatéraux comme multilatéraux. L'accord de libre-échange conclu entre la Colombie et l'Union européenne, entré provisoirement en vigueur le 1^{er} août 2013, en constitue un excellent exemple : il permettra aux exportateurs de réaliser des économies de plus de 500 millions d'EUR sur les droits de douane d'ici la fin de la période de transition. A terme, ce traité devrait contribuer à un environnement commercial plus stable, plus transparent et plus prévisible.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux, l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade, organise cette mission princière. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises une excellente occasion de faire preuve de leur savoir-faire et de révéler leurs atouts sur le marché colombien.



Fabienne L'Hoost
Directeur général adjoint



Marc Bogaerts
Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

La Colombie n'a pas toujours joui d'une image très flatteuse. Depuis plus de quatre décennies, le pays est confronté à des conflits armés intérieurs. Les mesures de répression prises durant les précédentes législatures, combinées à la politique économique du Président Santos, ont cependant porté leurs fruits.

En 2013, la croissance a affiché 4,2 %, un résultat encourageant et même l'un des meilleurs du continent. L'EIU (Economist Intelligence Unit) prévoit une progression continue, stimulée par l'accroissement de la demande interne et de la formation nette de capital.

Les perspectives de croissance et d'une inflation grandissante ont conduit la Banque centrale de Colombie à rehausser son taux directeur de 25 points de base à 3,50 % en avril 2014. Sa politique monétaire a prolongé simultanément le programme d'achats de dollar, une décision qui devrait soulager la pression sur le peso colombien et les secteurs orientés vers les exportations, suite aux afflux massifs de capitaux étrangers.

La Colombie veut consolider sa position sur l'échiquier mondial en poursuivant l'internationalisation de son économie. Le gouvernement multiplie les traités de commerce, d'investissement et de double imposition, avec un groupe de pays sans cesse plus étendu. Les engagements au sein des organisations internationales se renforcent également.

Ces différents accords offrent une série d'opportunités commerciales et d'investissements pour les entreprises tant locales qu'étrangères. Cette situation a non seulement un impact bénéfique sur les échanges internationaux, comme en témoigne l'augmentation des exportations et des importations, mais influence aussi favorablement les investissements directs étrangers,

qui enchaînent les records depuis 2010. Cette croissance est attribuée également au cadre juridique attractif.

Les investissements privés, publics et étrangers ont le vent en poupe et se concentrent sur les secteurs les plus prometteurs. Dans cette étude, trois d'entre eux seront épinglés avec leurs lots d'opportunités commerciales : l'agro-industrie, la construction et les infrastructures ainsi que l'énergie.

La Colombie est dotée d'une biodiversité des plus riches au monde et abonde de ressources naturelles, ce qui lui procure un avantage compétitif indéniable. La république est non seulement active sur le marché international des produits alimentaires de base, mais s'est également spécialisée récemment dans le « food & beverage processing ». Ce domaine présente une forte dépendance aux importations, aussi bien de matières premières que de biens d'équipements. Le pouvoir d'achat en hausse ces dernières années oriente la demande vers des produits de qualité, plus onéreux. Naturellement, cette situation ouvre grand les portes à nos exportateurs.

Dans la deuxième section, nous verrons comment la croissance économique a considérablement renforcé la nécessité de jouir d'infrastructures robustes. La valorisation et l'extension des réseaux de transport reçoivent une attention toute particulière. En parallèle, les autorités se penchent également sur l'infrastructure sociale, dont les différents sous-secteurs, comme le logement, les centres de jeunesse, les bâtiments publics et les prisons, représentent des opportunités intéressantes.

Enfin, la république a réussi à donner un souffle nouveau au secteur des hydrocarbures. Les activités liées au pétrole, au gaz et au charbon

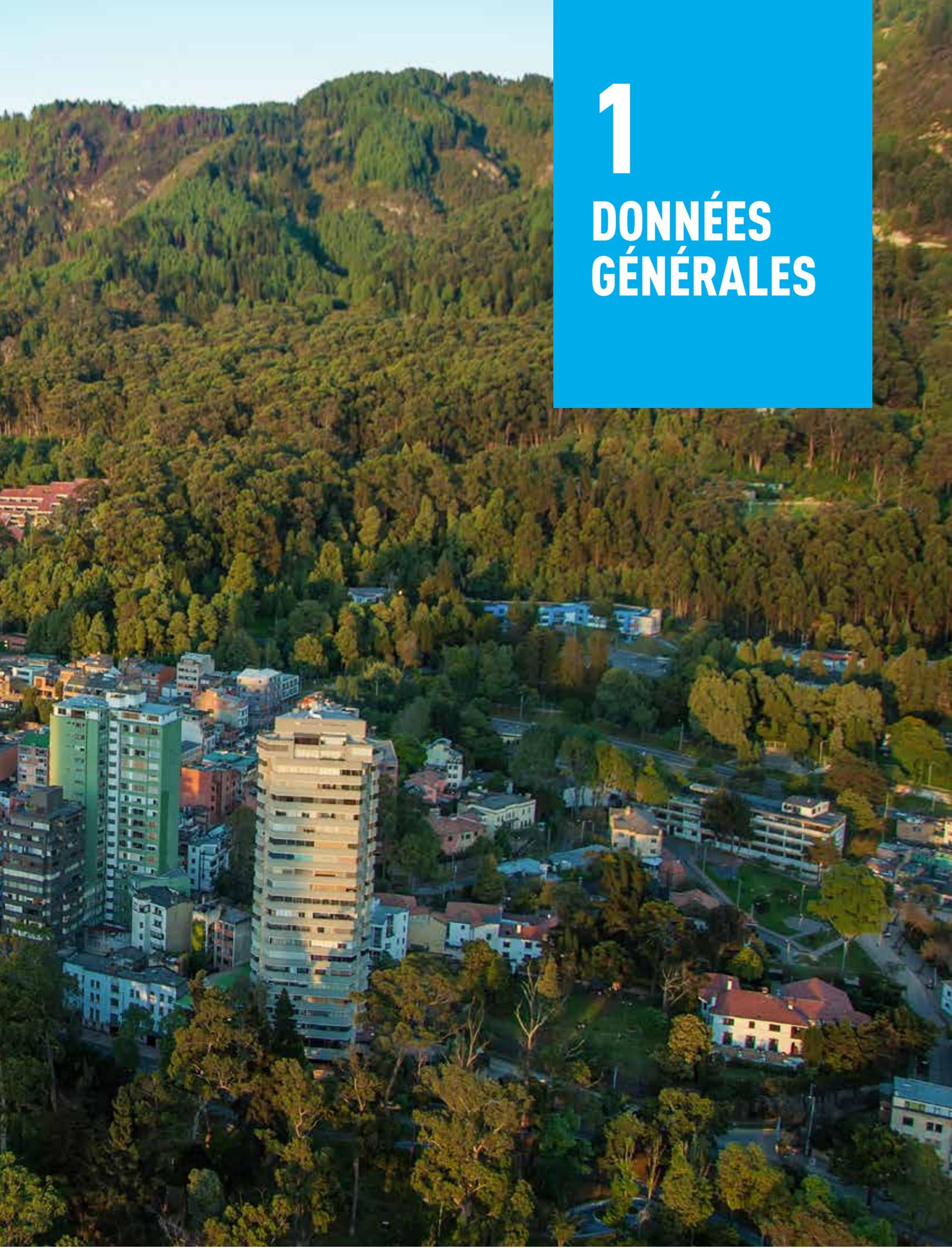
connaissent à nouveau un boom considérable, après une période de plus faible production et d'investissements stagnants. Pour poursuivre la diversification du mix énergétique, les autorités concentreront leurs efforts sur les sources renouvelables comme l'hydraulique, la biomasse, l'éolien et le solaire.

La première partie de cette étude se penchera sur la situation macroéconomique de la Colombie. Une analyse sectorielle, focalisée sur les trois domaines précités, sera ensuite proposée. Nous terminerons par un chapitre consacré à quelques réussites récentes belges dans le pays.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
EXECUTIVE SUMMARY	5
1. DONNÉES GÉNÉRALES	8
2. DONNÉES ÉCONOMIQUES	12
2.1 INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1 PIB	14
2.1.2 Inflation	18
2.1.3 Taux d'intérêt	19
2.1.4 Taux de change	20
2.1.5 Chômage	22
2.2 COOPÉRATION INTERNATIONALE	23
2.3 COMMERCE EXTÉRIEUR	25
2.4 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	30
2.5 APPRÉCIATION DU RISQUE	32
2.5.1 Appréciation du risque selon Le Groupe Credendo	32
2.5.2 Autres indicateurs de risque	34
3. ANALYSE SECTORIELLE	36
3.1 AGRO-INDUSTRIE	38
3.2 CONSTRUCTION	40
3.2.1 Infrastructures de transport	40
3.2.2 Infrastructures sociales	43
3.3 ÉNERGIE	45
3.3.1 Hydrocarbures	45
3.3.2 Énergies renouvelables	47
4. RÉUSSITES RÉCENTES	50
ERC BELGIUM SA	52
SCABAL	53
FYTOLAB	54
5. ADRESSES UTILES	56
5.1 EN BELGIQUE	58
5.2 EN COLOMBIE	58
5.3 SITES À CONSULTER	59
6. SOURCES	60





1

DONNÉES GÉNÉRALES



La République de Colombie est un état fédéral divisé en 32 départements et un district capital (Bogota D.C.). La constitution actuelle date de 1991 et fait l'objet de multiples amendements.

POPULATION

Le pays connaît actuellement une transition démographique, caractérisée par une diminution de la fertilité. De plus de six enfants par femme dans les années 1960, le taux de fécondité est descendu à un seul enfant. Cette chute est attribuée aux progrès enregistrés dans le domaine de l'alphabétisation, les services de planning familial et l'urbanisation.

- ◆ Avec plus de 48 millions d'habitants, la Colombie est le 2^e pays le plus peuplé d'Amérique du Sud après le Brésil et le 28^e au monde.
- ◆ 98 % de la population se concentrent dans la région s'étalant de l'océan Pacifique à la Cordillère orientale. Les grandes villes s'y trouvent également : la capitale Bogotá (8,74 millions d'habitants), Medellín (3,49 millions d'habitants), Cali (2,35 millions d'habitants) et Barranquilla (1,83 million d'habitants). 75 % des Colombiens vivent en zone urbaine.

- ◆ La population se compose de 58 % de métis, 20 % de blancs, 14 % de mulâtres, 4 % de noirs, 3 % d'Afro-Colombiens et 1 % d'Indiens.
- ◆ L'âge moyen s'élève à 28,9 ans. L'espérance de vie est de 78,61 ans chez les femmes et de 72,08 ans chez les hommes. 55 % des habitants ont moins de 30 ans. Le taux d'alphabétisation atteint 93,6 %.
- ◆ Le rapport hommes-femmes global est de 0,98:1, ce qui signifie qu'il y a 980 hommes pour 1.000 femmes. Chez les jeunes de 0 à 14 ans, par contre, la tendance est inversée et le ratio garçons-filles est de 1,05:1.

LANGUE

La langue officielle du pays est l'espagnol. La Colombie abrite la 3^e plus importante communauté hispanophone au monde, après le Mexique et l'Espagne. De nombreuses autres langues indigènes sont pratiquées.

RELIGION

La majorité des Colombiens sont catholiques (90 %). Les 10 % restants pratiquent d'autres religions.



SITUATION

Située à l'extrême nord-ouest de l'Amérique du Sud, la Colombie est l'unique pays de la région à être baigné à la fois par l'océan Pacifique et par la mer des Caraïbes. L'état compte 3.208 km de côtes et 6.309 km de frontières avec le Panama, le Venezuela, le Brésil, le Pérou et l'Equateur.

SUPERFICIE

S'étendant sur 1.138.910 km², soit 38 fois la Belgique, dont 1.038.700 km² de terres et 100.210 km² d'eau, la Colombie est le 26^e pays le plus vaste au monde. Plus de la moitié du territoire est recouvert de forêts naturelles.

CLIMAT

Le climat varie de tropical à la côte à modéré sur les hauteurs. La saison des pluies s'étend d'avril à novembre et la saison sèche de décembre à mars. Dans le sud, la saison sèche dure de juin à août. Bogota, perchée à 2.560 m d'altitude, connaît en octobre la période la plus humide de l'année avec 160 mm de précipitations en moyenne.

RESSOURCES NATURELLES

La Colombie dispose d'une quantité de richesses naturelles remarquable : pétrole, gaz naturel, charbon, minerai de fer, nickel, or, argent, platine, cuivre, émeraude et énergie hydraulique.

FUSEAU HORAIRE

Le pays se situe dans le fuseau horaire GMT-05 :00. On compte 6 heures de différence avec la Belgique en hiver, pour 7 en été.

MONNAIE

La monnaie nationale est le peso colombien (COP). Un peso équivaut à 100 centavos. Le 1^{er} août 2014, 1 EUR valait 2.519,4671 COP (voir 2.1.4. Taux de change).



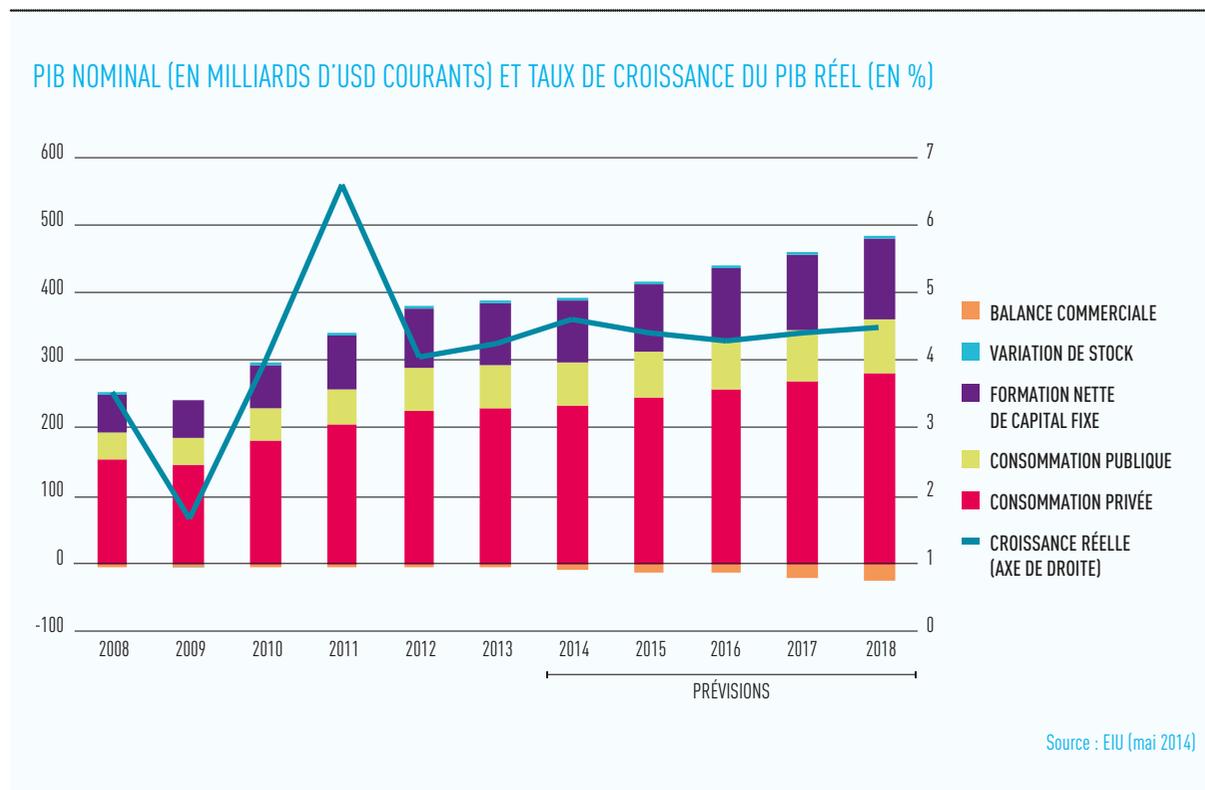
2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

2.1	INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1	PIB	14
2.1.2	INFLATION	18
2.1.3	TAUX D'INTÉRÊT	19
2.1.4	TAUX DE CHANGE	20
2.1.5	CHÔMAGE	22
2.2	COOPÉRATION INTERNATIONALE	23
2.3	COMMERCE EXTÉRIEUR	25
2.4	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	30
2.5	APPRÉCIATION DU RISQUE	32
2.5.1	APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO	32
2.5.2	AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	34

2.1 INDICATEURS CLÉS

2.1.1 PIB



Le produit intérieur brut ou PIB est le premier indicateur pour évaluer la santé économique d'un pays.

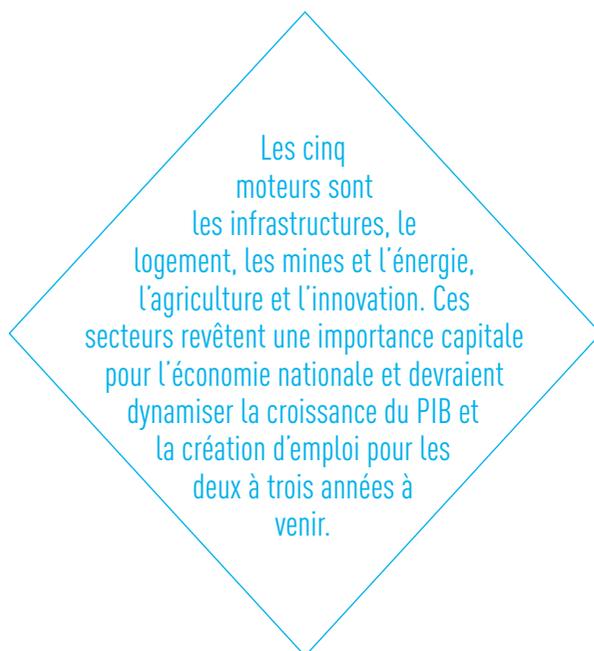
En 2013, le PIB nominal au prix du marché s'élevait à 378,1 milliards d'USD, soit 7.728 USD par tête, le nombre d'habitants étant de 48,93 millions. Selon les dernières estimations, le PIB en 2014 grimpera à 381,1 milliards USD ou 7.790 USD par individu.

La croissance économique réelle atteignait 4,2 % en 2013, un résultat très positif. Les chiffres du 3^e trimestre étaient particulièrement brillants : 5,1 %, soit la plus forte progression d'Amérique latine.

Les prévisions pour 2014 sont favorables. L'Economist Intelligence Unit (EIU) annonce une croissance de 4,6 %, stimulée par la demande intérieure et la formation nette de capital.

L'image de la Colombie n'a pas toujours été positive. Depuis plus de quatre décennies, le pays a été affecté par des conflits armés internes. Les mesures de sécurité prises ces dernières années ont porté leurs fruits : le PIB a augmenté de 105 % entre 2002 et 2013.

Dans un climat plus sûr, la croissance a également été encouragée par la politique économique du gouvernement actuel de Santos (2010-2018), exposée dans le plan national de développement (NDP) « Prosperity for all » (Prosperidad para todos). Ce dernier s'appuie sur la politique de l'administration précédente du président Uribe (2002-2010). Les objectifs prioritaires sont l'attraction d'investissements étrangers, la promotion de la stabilité macro-économique, la lutte contre le chômage et le travail informel ainsi que l'amélioration du climat des affaires.



Le NDP comprend huit stratégies principales :

1. Développement régional et convergence
2. Compétitivité et croissance durable
3. Égalité des chances
4. Maintien de la paix
5. Innovation
6. Durabilité environnementale
7. Bonne gouvernance
8. Ouverture internationale

Sur le point relatif à la compétitivité et à la stratégie de croissance, trois piliers fondamentaux ont été identifiés :

- ◆ Innovation
- ◆ Politique de compétitivité et de production
- ◆ Soutien des cinq secteurs considérés comme les « moteurs de la croissance et de la création d'emplois ».

Les cinq moteurs sont les infrastructures, le logement, les mines et l'énergie, l'agriculture et l'innovation. Ces secteurs revêtent une importance capitale pour l'économie nationale et devraient dynamiser la croissance du PIB et la création d'emploi pour les deux à trois années à venir.

SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie.

Il représente 6 % du PIB, soit 22,7 milliards d'USD, et emploie presque 1/5^e de la population. Selon les calculs du Département administratif national des Statistiques (DANE), l'activité agricole a grimpé de 5,2 % en 2013, surtout grâce à la progression des exportations de café.

Le climat varié et la topographie permettent une large gamme de cultures. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), les trois denrées principales en Colombie sont la viande bovine, le lait et la volaille (en 2012, en quantités). Les trois produits les plus exportés sont le café, les fleurs et les bananes (en 2011, en valeur). Les Colombiens cultivent également le riz, le tabac, le maïs, la canne à sucre, le cacao, les graines oléagineuses et les légumes.

Sur la scène internationale, le pays est avant tout réputé pour son café. La production en Colombie représente environ 1/6^e du volume mondial. La Colombie en est en outre le 3^e exportateur, derrière le Brésil et le Vietnam. Elle occupe aussi respectivement les 2^e et la 3^e position pour les ventes de fleurs et de bananes.

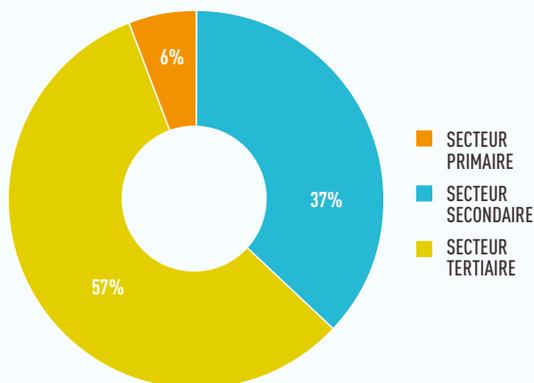
SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire englobe toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Cette définition comprend différentes branches industrielles ainsi que la construction, l'énergie et les mines.

Il représente 37 % du PIB, soit près de 140 milliards d'USD, et emploie 21 % de la population active.

Les données d'EIU montrent une croissance de 3,5 % en 2013. Le DANE a par ailleurs calculé l'évolution, toujours positive mis à part pour l'industrie, de chacun des sous-secteurs.

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB 2013 (EN %)



Source : EIU



La Colombie abrite un sol riche en combustibles fossiles, en pierres précieuses et en métaux. Elle jouit entre autres des ressources suivantes : pétrole, nickel, or, gaz naturel, minerai de fer, argent, charbon, platine et émeraude. Les mines et l'énergie génèrent conjointement près de 12 % du PIB et plus de 25 % des recettes publiques.

La construction fait également partie des secteurs économiques les plus dynamiques. Entre 2000 et 2011, sa contribution au PIB a augmenté de plus de 60 %. Des investissements considérables dans les infrastructures de transport et sociales garantissent la pérennité de son succès.

La Colombie compte quatre grands hubs industriels : Bogota, Medellín, Cali et Barranquilla. Les principales activités sont le textile et l'habillement, la maroquinerie, l'alimentaire et les boissons, le papier, la chimie et la pétrochimie, le ciment, les produits en fer et en acier et le travail des métaux.

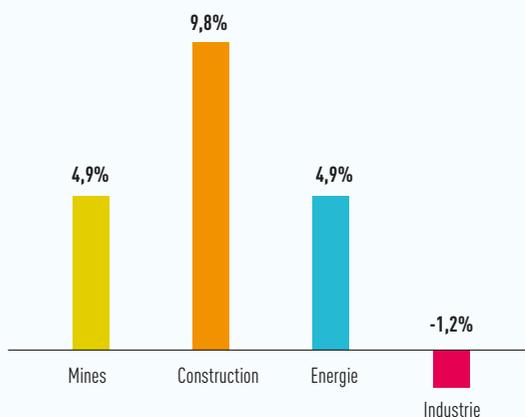
SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire comprend les activités économiques telles que le commerce, l'administration, le transport, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

Le domaine des services se taille la part du lion du PIB ; il en génère 57 %, soit 214,6 milliards d'USD. Il emploie en outre 62 % de la population active.

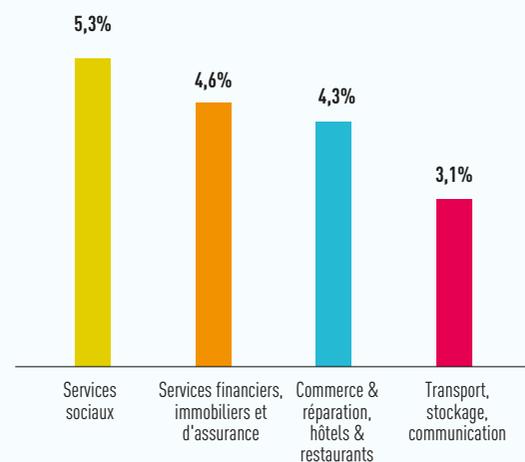
Sur base des données de l'EIU, le secteur a enregistré une croissance de 4,6 % en 2013, attribuée à l'élargissement de la classe moyenne (de 35,5 % en 10 ans) et à l'afflux des investissements directs étrangers (voir 2.4 Investissements directs étrangers). Le DANE détaille l'évolution des différents sous-secteurs.

CROISSANCE DES SOUS-SECTEURS DU SECTEUR SECONDAIRE, 2013



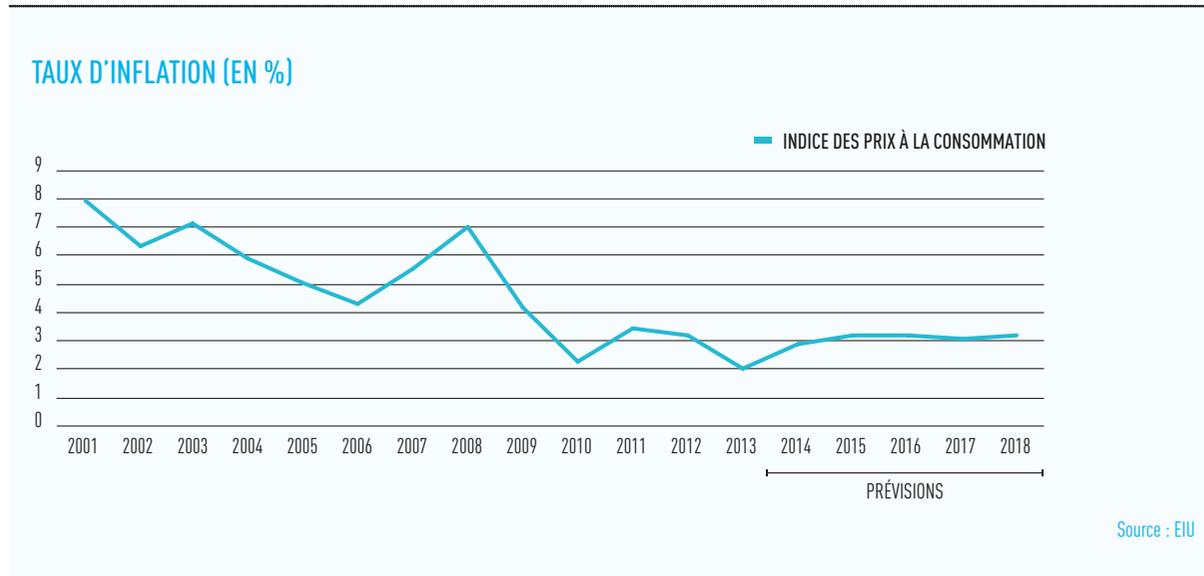
Source : DANE (Département administratif national des Statistiques)

CROISSANCE DES SOUS-SECTEURS DU SECTEUR TERTIAIRE, 2013



Source : DANE

2.1.2 INFLATION



L'inflation se base communément sur l'indice des prix à la consommation, ce dernier reflétant l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et de services que les ménages, colombiens en l'occurrence, achètent pour leur consommation propre. Pour déterminer l'inflation, on considère la progression de cet indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. Cet indicateur et son évolution servent entre autres de référence à la Banque centrale de Colombie (Banco de la República / Banrep) pour la conduite de sa politique monétaire.

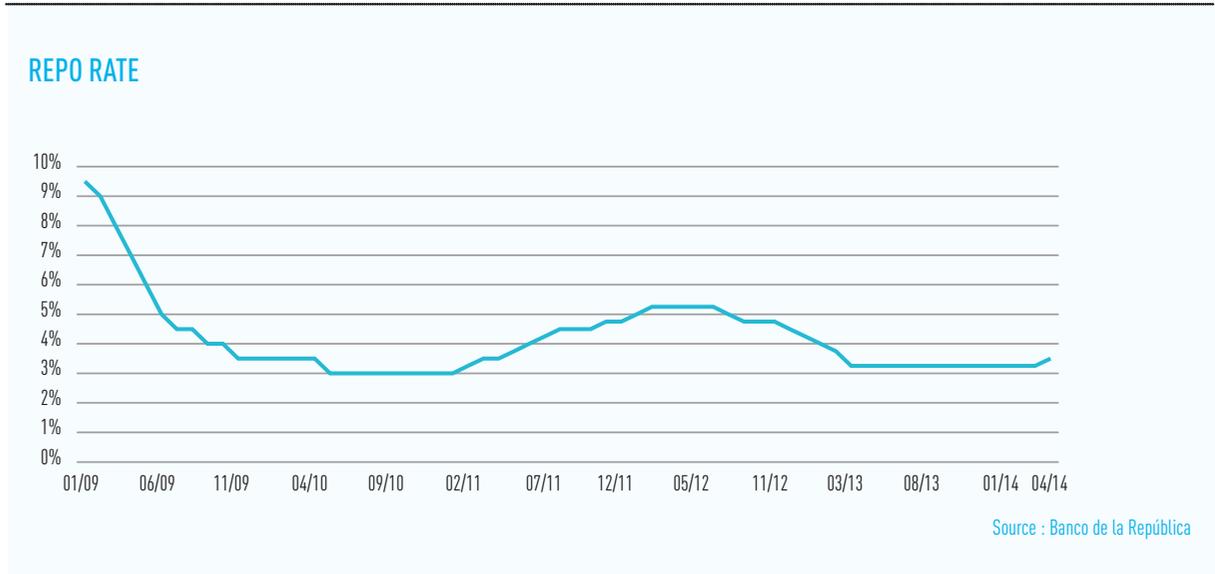
Son but premier est d'atteindre et de conserver la stabilité des prix. La Banrep fixe annuellement des objectifs d'inflation chiffrés, pour l'année en cours ainsi que pour la suivante. Comme les années précédentes, elle vise en 2014 un taux d'inflation de 3 % avec une marge de 1 %.

La croissance de l'indice des prix à la consommation s'est élevée à 2,3 % au 3^e trimestre 2013, à 1,8 % au 4^e trimestre et ensuite à 2,3 % lors des trois premiers mois de 2014. La moyenne pour 2013 se situe juste sous la barre des 2 %, soit

le plus bas niveau des 50 dernières années. Le mois de novembre tout particulièrement a affiché un taux plancher de 1,7 %, soit une diminution de 0,22 % par rapport à octobre. Celle-ci était surtout attribuée aux contractions des prix de l'alimentation (-0,53 %) et du logement (-0,26 %).

Durant le premier trimestre 2014, l'économie colombienne a vu son inflation repartir à la hausse. Les prix à la consommation ont augmenté en janvier de 2,13 % par rapport à l'année précédente. En avril, ils ont diminué de 2,73 %. Selon les experts, la période des records de faiblesse est révolue. Des facteurs tels que l'envol des coûts alimentaires, un renforcement de la demande intérieure et une nouvelle hausse de l'inflation des prix à la production (dus à l'augmentation des coûts des matières premières industrielles) sont cités comme cause de l'augmentation. Les prévisionnistes s'attendent à une inflation convergeant vers la cible de 3 % en 2014.

2.1.3 TAUX D'INTÉRÊT

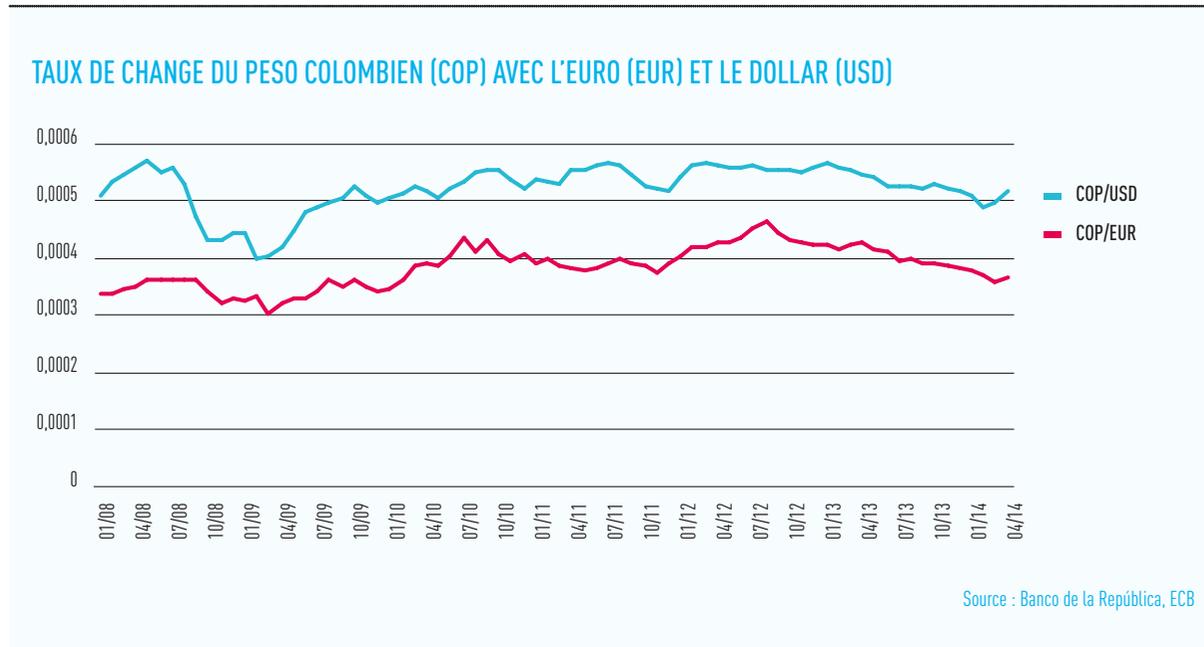


Le taux directeur d'un pays, appelé également « repo rate » ou « repurchase rate », est le taux de base auquel les banques privées empruntent à la banque centrale. Fixé par cette dernière, il influence les taux d'intérêt que les banques facturent à leurs propres clients, pour, par exemple, les emprunts hypothécaires, les crédits professionnels et à la consommation ainsi que les produits d'épargne.

De manière plutôt inattendue, la Banrep a relevé le repo rate de 25 points de base à 3,50 %. Cette décision est intervenue après que la banque centrale ait laissé le taux inchangé depuis un an à 3,25 %. Elle qualifie ce durcissement de la politique monétaire de « mesure de précaution », dans un contexte où l'inflation est en progression et les perspectives de croissance économique positives. Les experts prévoient de nouvelles hausses des taux d'intérêt au cours de l'année 2014.



2.1.4 TAUX DE CHANGE



Depuis 2012, la Banrep intervient sur le marché des changes. En février de cette année-là, elle instaure un programme d'achat de dollars américains, qui a pour objectif d'une part de conserver la valeur du COP basse par rapport à l'USD pour soutenir les exportations et, d'autre part, de renforcer le niveau de réserves internationales, dont le montant atteignait 6,8 milliards d'USD en 2013.

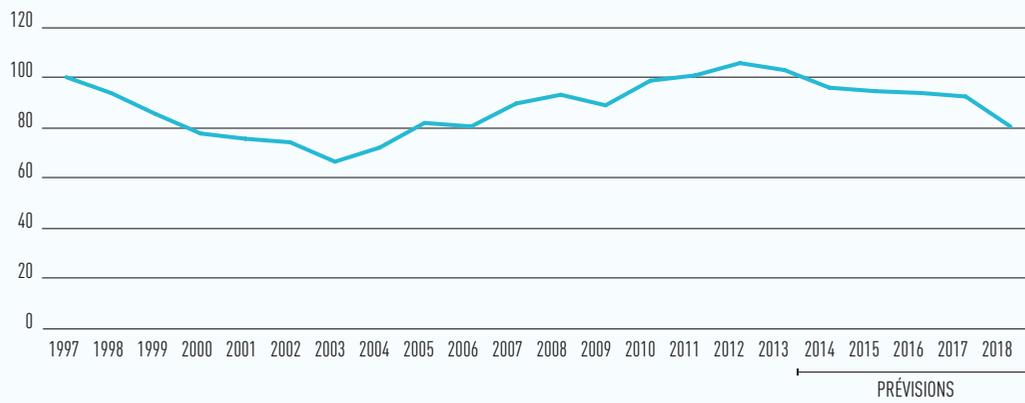
Après une chute en janvier et février 2014, le peso colombien a regagné de la valeur en mars. Cette appréciation a été portée par les afflux massifs de capitaux étrangers, en provenance aussi bien des investissements directs étrangers (voir 2.4 Investissements directs étrangers) que des placements étrangers (portfolio investment) dans les bons d'états colombiens. L'appétit accru pour le risque est survenu à la suite de l'annonce de J.P. Morgan, banque d'investissement établie aux États-Unis, qu'elle rehaussait à partir du 30 mai le poids de la dette publique colombienne dans deux de ses « emerging market bonds », à savoir le « GBI-EM Global Diversified » et le « GBI-EM Global ».

La Banrep a décidé en mars de prolonger le programme d'achats de dollars au 2^e trimestre 2014. La banque propose l'achat d'un milliard d'USD durant les mois d'avril, mai et juin. Les experts s'attendent à un maintien du programme durant la seconde moitié de l'année.

À côté des cours de change du peso colombien par rapport au dollar et à l'euro, il semble également opportun de nous pencher sur le cours de change effectif réel. Ce dernier est souvent un meilleur indicateur de la situation économique d'un pays. Il tient compte de l'indice des prix à la consommation et pondère le taux de change nominal selon un panier de devises représentatif des importations et exportations. Il se présente donc comme un indicateur plus précis de la compétitivité du pays analysé.

Sur base des données de l'EIU, la compétitivité de la Colombie va croître dans les prochaines années, après une diminution durant la période de 2003 à 2012.

TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL (1997=100)

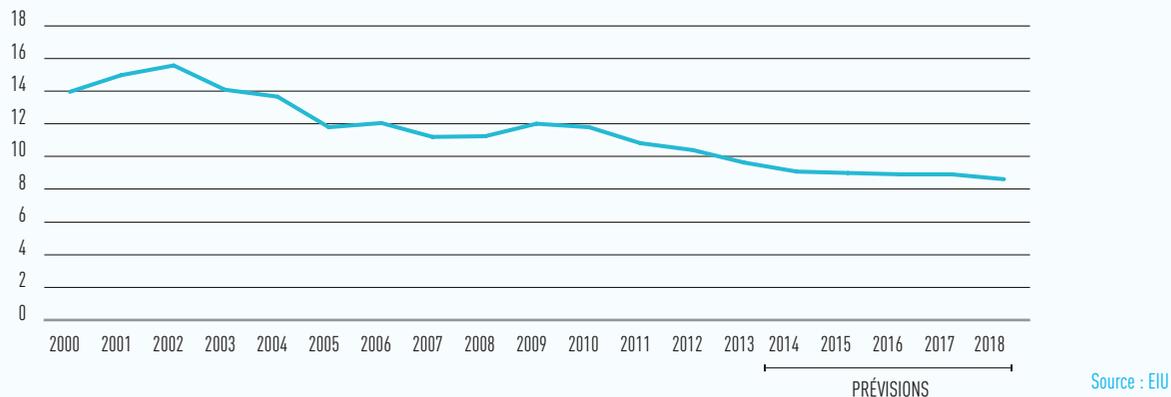


Source : EIU



2.1.5 CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE OFFICIEL, EN %



La baisse du chômage est l'un des fers de lance de la politique économique, l'un des défis majeurs du gouvernement colombien. On estime que plus de 50 % de la population active travaille dans le circuit informel, autrement dit au travers d'emplois qui ne sont ni régulés, ni imposés par les autorités. Par conséquent, beaucoup ne bénéficient ni d'une assurance-maladie, ni d'une pension, ni d'autres avantages liés au statut de travailleur.

En outre, le niveau de chômage, bien qu'en diminution, reste significatif en Colombie, en comparaison avec d'autres pays d'Amérique latine.

En réponse à cette situation, les autorités ont introduit une série de mesures parmi lesquelles :

- ◆ Une réforme fiscale en 2013, où, selon le Ministre colombien des Finances, *"the tax burden on wages passes to a tax profits, allowing labor-intensive sectors to create more formal jobs"*.

Le projet a pour but *"to cut Colombia's inequality rate by making the tax system more progressive"*. La Colombie est l'un des pays

au monde souffrant le plus de l'inégalité des revenus. Celle-ci est plus marquée que dans d'autres économies émergentes comme la Chine, l'Argentine, l'Indonésie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Le Ministre s'attend à ce que *"the reform will cut Colombia's Gini coefficient, a measure of inequality, from 57,3 tot 55,4"*.

- ◆ Le programme PIPE (Promotion Plan for Productivity and Employment), proposant une série d'incitants économiques et visant la stimulation de la production et de l'emploi.
- ◆ Le SENA (Servicio Nacional de Aprendizaje), un institut national qui propose des formations professionnelles couvrant un large éventail de métiers, allant des technologies informatiques et de la programmation jusqu'à des cours de langue, en passant par de l'automécanique et de l'autodesign. Le SENA bénéficie d'un budget annuel de 2 milliards d'USD.

Les chiffres du chômage ont diminué en 2013 à 9,6 %, soit le plus bas niveau depuis 15 ans. Début 2014, le ministère des Finances a annoncé que pas moins de 660.000 nouveaux emplois formels avaient été créés entre janvier et octobre 2013.

2.2 COOPÉRATION INTERNATIONALE



Dans le cadre de la stratégie d'ouverture internationale, le gouvernement s'engage à poursuivre l'internationalisation de l'économie colombienne. Il multiplie les accords relatifs au commerce et à l'investissement ainsi que les conventions de double imposition, avec un nombre croissant de pays. La coopération au sein d'organisations internationales se voit également renforcée.

A ce jour, La Colombie a mis en vigueur 13 accords de libre-échange (FTA), alors que 5 supplémentaires ont été signés et que 2 sont en phase de négociation. Qui plus est, la république a signé 24 accords internationaux d'investissement (IIA) et 17 traités internationaux évitant la double imposition (DTAA).

Dans le cadre de la stratégie d'ouverture internationale, le gouvernement s'engage à poursuivre l'internationalisation de l'économie colombienne. Il multiplie les accords relatifs au commerce et à l'investissement ainsi que les conventions de double imposition, avec un nombre croissant de pays. La coopération au sein d'organisations internationales se voit également renforcée.

Ces différents engagements ouvrent la porte à une série d'opportunités commerciales et d'investissements pour les entreprises locales et internationales. Elles sont soutenues par

un accès au marché plus aisé, une tarification allégée, une saine concurrence et un cadre juridique clair.

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

EN VIGUEUR

Communauté andine ou CAN (Bolivie, Equateur et Pérou)

Canada

Mercosur (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay)

Communauté des Caraïbes (CARICOM)

Chili

Cuba

AELE (Suisse et Liechtenstein)

Union européenne

Mexique

Nicaragua

Northern triangle (Guatemala, El Salvador, Honduras)

États-Unis

Venezuela

SIGNÉS

Costa Rica

Panama

Israël

Alliance pacifique (Chili, Mexique, Pérou)

Corée du Sud

EN COURS DE NÉGOCIATION

Japon

Turquie

Accord bilatéral Colombie-UE

En juin 2012, la Colombie et l'Union européenne ont signé un ambitieux accord de libre-échange, provisoirement entré en vigueur le 1^{er} août 2013. Il ouvre les marchés aux exportateurs, tant européens que colombiens.

A terme, les droits de douane pour les produits industriels et halieutiques auront totalement disparu. Les biens agricoles eux aussi seront progressivement libéralisés. A la fin de la période de transition, les exportateurs économiseront plus de 500 millions d'EUR sur les tarifs douaniers uniquement.

Les avantages majeurs de ce nouveau régime seront sans contexte l'amélioration de l'environnement commercial et d'investissement. Celle-ci conduira à terme à un climat d'affaires plus stable, plus transparent et plus prévisible.

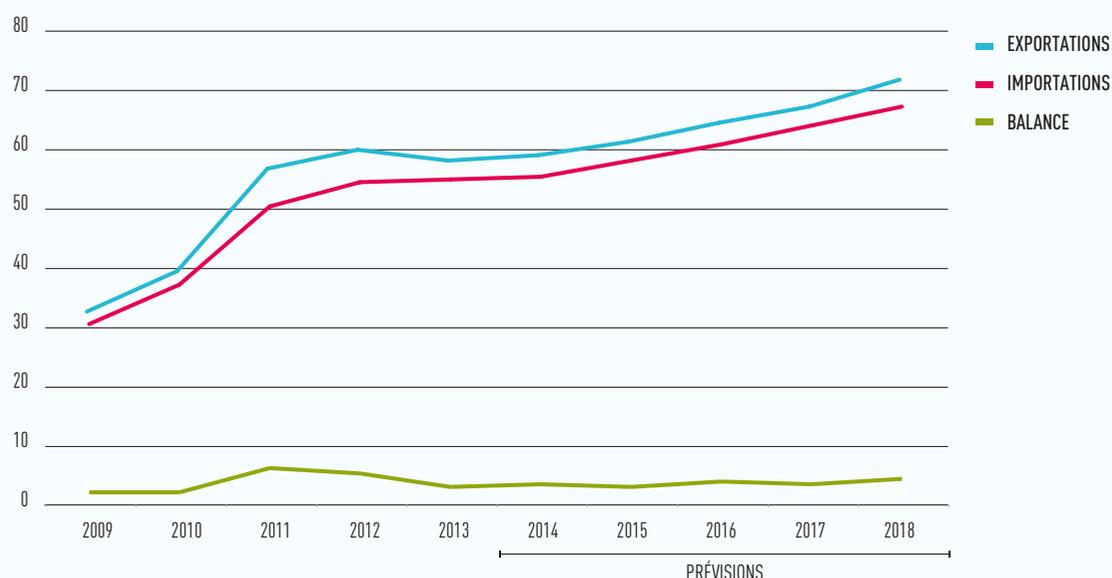
Source : Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

La Colombie est par ailleurs engagée dans une cinquantaine d'organisations internationales. Parmi celles-ci, nous soulignerons en particulier la jeune Alliance du Pacifique, un partenariat institué en 2012 entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, quatre pays qui ont enregistré une forte croissance économique au cours des dernières années. Ils représentent conjointement plus d'un tiers du PIB latino-américain et la moitié des exportations du

continent. Le président Santos a qualifié l'organisation de « most important integration process in Latin America ». En février 2014, un protocole d'accord a été signé, garantissant la libéralisation complète de 92 % des marchandises échangées entre ces quatre pays. A terme, ce nouvel espace commercial devrait rendre possible la libre circulation des facteurs de production, des capitaux et des services, ainsi que la libéralisation complète du commerce des biens.

2.3 COMMERCE EXTÉRIEUR

FLUX DES ÉCHANGES COMMERCIAUX INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES, EN MILLIARDS D'USD CONSTANTS



Source : EIU

La balance commerciale des biens colombienne présente un léger surplus, qui devrait être stable dans les prochaines années.

EXPORTATIONS

La Colombie est une économie ouverte. Les exportations représentent 15,57 % du PIB.

La majeure partie des exportations est destinée aux Etats-Unis (31,78 %). Suivent la Chine (8,67 %), le Panama (5,65 %) et l'Inde (5,09 %).

Les pays de l'Union européenne représentent conjointement 15,83 % des ventes, à commencer par l'Espagne (4,90 %), les Pays-Bas (3,86 %) et le Royaume-Uni (1,90 %). L'Union dans son ensemble est le 2^e client de la Colombie.

Le commerce au sein des organisations internationales revêt une importance significative. Les pays de l'Alliance du Pacifique (Chili, Mexique et Pérou) et de la Communauté andine (Bolivie, Equateur et Pérou) attirent respectivement 6,31 % et 5,77 % des exportations totales et occupent les 3^e et 4^e rangs au classement par destination.

Depuis le début du premier mandat du Président Santos en 2010, les ventes de marchandises ont progressé de 47 % en valeur. Sur la période 2012-2013, on a toutefois enregistré une légère baisse de 3 %. Celle-ci est tributaire de la chute des cours internationaux des matières premières, combinée aux problèmes internes de production. Dans un communiqué de la banque nationale, on peut lire : *"The dynamic of the trade balance reflects the effect of the generalized reduction in export prices of key products. Colombia*

is the world's No. 4 exporter of thermal coal but output missed the target last year due to bouts of labor and logistics strife. It is also the world's biggest producer of washed arabica coffees whose prices were relatively low throughout 2013, another factor which slimmed the trade surplus. On prévoit à l'avenir une nouvelle progression des ventes.

L'EIU estime le surplus commercial annuel moyen pour la période 2014-2018 à 0,9 % du PIB. La faiblesse des prix des matières premières devrait freiner l'augmentation des productions pétrolière et agricole. L'internationalisation de l'économie colombienne et l'accès à de nouveaux marchés devraient par contre présenter un impact positif sur les volumes exportés (voir 2.2 Coopération internationale).

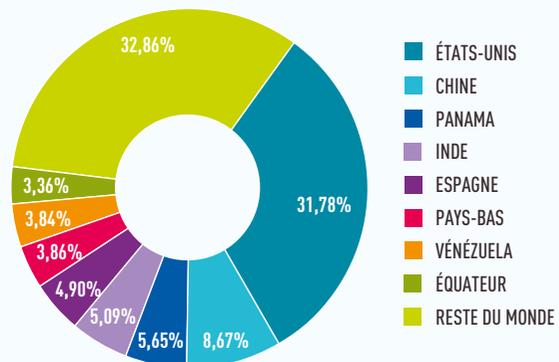
L'Union dans son ensemble est
le 2^e client de la Colombie.



En 2013, les principaux produits exportés par la Colombie sont, en valeur, les suivants :

- ◆ les combustibles minéraux (66,77 %)
 - pétrole brut (46,99 %)
 - charbon (10,63%)
 - produits pétroliers raffinés (7,42 %)
 - autres (1,73 %)
- ◆ les métaux précieux (4,26 %)
 - or (3,79 %)
 - autres (0,47 %)
- ◆ le café, le thé et les épices (3,29 %)
 - café (3,27 %)
 - autres (0,02 %)
- ◆ les plastiques (2,72 %)
 - plastiques bruts (1,3 %)
 - autres (1,42 %)
- ◆ les plantes et les fleurs (2,29 %)
 - fleurs coupées (2,27 %)
 - autres (0,02 %).

EXPORTATIONS PAR PAYS (2013)



Source : ITC, Centre du commerce international
(organisme de coopération technique conjoint de la CNUCED et de l'OMC)

IMPORTATIONS

Les États-Unis et la Chine sont les principaux fournisseurs de la Colombie. Ils totalisent ensemble 45 % des achats du pays à l'étranger.

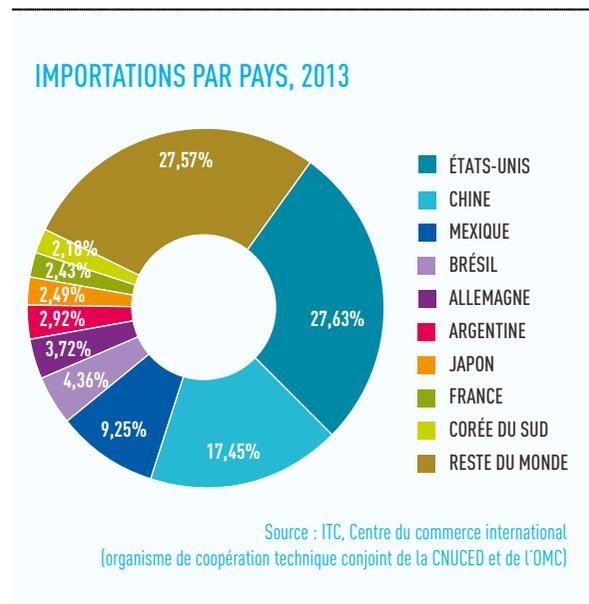
L'Union européenne représente 13,22 % des importations, ce qui en fait le 3^e partenaire. L'Allemagne est le premier fournisseur européen avec 3,72 %.

L'Alliance du Pacifique et la Communauté andine s'octroient les 4^e et 7^e positions, avec 12,24 % et 3,87 % respectivement.

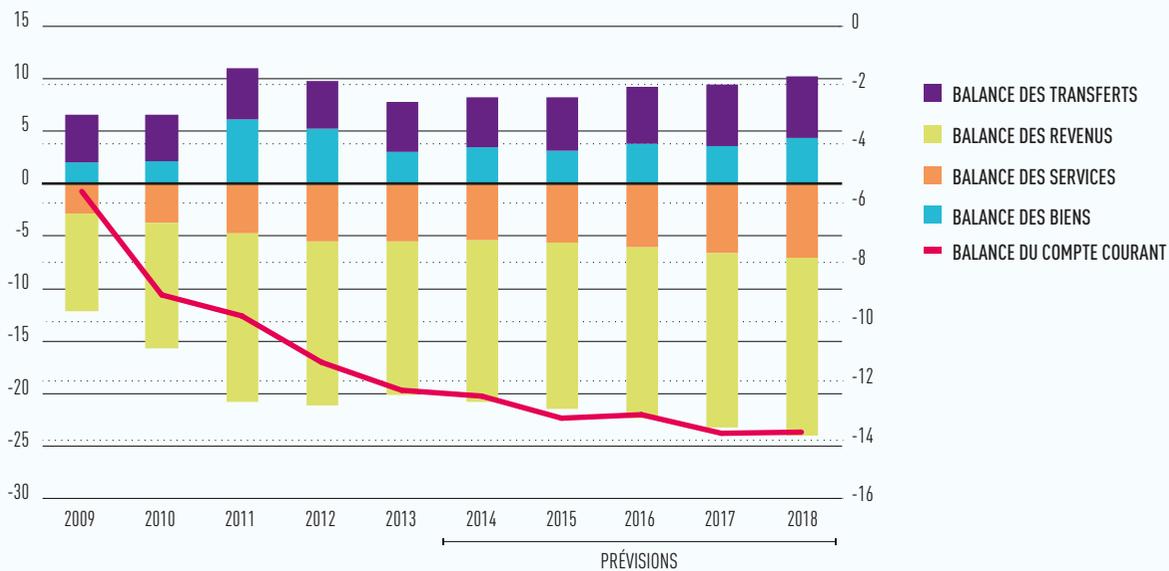
Les importations ont bondi de 47 % environ entre 2010 et 2013. Les experts de l'EIU s'attendent à une nouvelle progression, d'ordre similaire à celui des exportations.

La Colombie importe principalement :

- ◆ des machines et des engins mécaniques (13,33 %)
- ◆ des combustibles minéraux (10,76 %)
- ◆ des appareils électriques et électroniques (10,08 %)
- ◆ des voitures, des tracteurs, des motos et des vélos (9,10%)
- ◆ des plastiques (4,08 %).



CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT (EN MILLIARDS D'USD À PRIX CONSTANTS)



Source : EIU

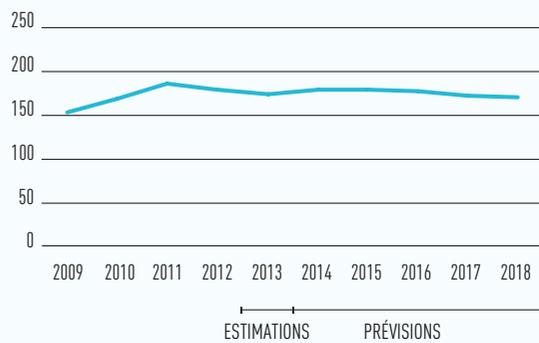
La balance du compte courant colombien se définit comme le solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus. Elle présente un déficit considérable pour plusieurs de ses composants. Les balances des biens et des transferts affichent un résultat positif. La balance des services et la balance des revenus présentent quant à elles un déficit. Cette dernière reflète le rapatriement net des gains et dividendes que les entreprises colombiennes perçoivent des investisseurs étrangers.

Le mali de la balance du compte courant s'est accru de 11,4 milliards d'USD en 2012 (3,0 % du PIB) à 12,3 milliards d'USD en 2013 (3,2 % du PIB). Il a cependant été plus que compensé par les apports de capitaux étrangers. Les inves-

tissements directs étrangers ont enregistré fin 2012 un montant record de près de 17 milliards d'USD, soit 4,4 % du PIB (voir 2.4 Investissements directs étrangers), alors que les placements étrangers représentaient à la même période 10,7 milliards d'USD, soit 2,8 % du PIB, également un chiffre jamais atteint auparavant.

Bien que l'EIU anticipe un nouveau déficit pour la période 2014-2018, il prévoit aussi un apport considérable de capital étranger, qui continuera à soutenir la position externe du pays.

TERMES DE L'ÉCHANGE (1990=100)



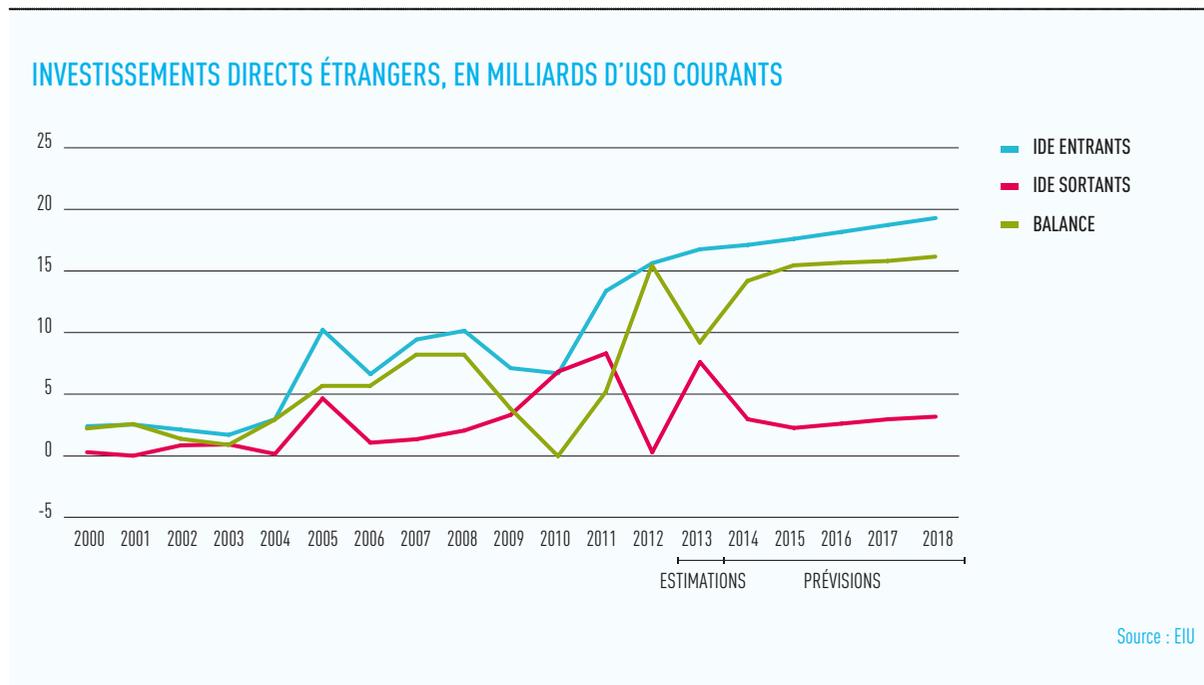
Source : EIU

Les termes de l'échange colombien sont calculés comme le rapport entre l'indice des prix à l'importation et l'indice des prix à l'exportation. Cet indice a affiché un léger recul entre 2011 et 2013. Selon les spécialistes, il connaîtra à moyen terme une évolution relativement stable, avec une tendance à baisse jusqu'en 2018.

Le commerce extérieur de la Colombie avec notre pays sera analysé dans la note bilatérale « Les relations commerciales de la Belgique avec la Colombie », publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.



2.4 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS



On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées en deux groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

La Colombie encourage activement les afflux d'IDE. Dans ce contexte, les autorités ont développé un cadre légal compétitif, axé sur l'attraction des capitaux étrangers et comprenant entre autres les mesures suivantes :

- ◆ Zones de libre-échange
 - Impôt sur le revenu à 15 %
 - Exonération des droits de douane (TVA et tarifs) à l'importation
- Avantages des accords de libre-échange et d'investissements
- Pas de limitations (quotas, tarifs douaniers) à la vente sur le marché local
- Au total, 113 zones de libre-échange ont été mises en place.
- ◆ Exonération de l'impôt sur le revenu pour différents secteurs, comme le tourisme, les énergies renouvelables et le software
- ◆ Innovation
 - Déduction fiscale de 175 % des investissements dans la recherche et des projets de développement technologique
 - Revenus non imposables : les revenus perçus des activités de R&D sont exonérés à 100 %
 - Exonération de la TVA pour la vente d'appareils de R&D importés

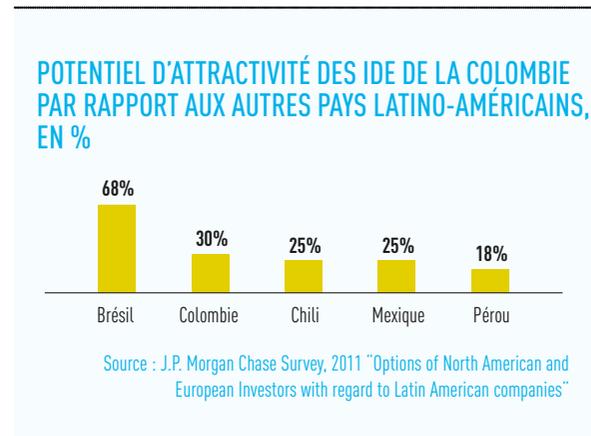
- ◆ Incitants pour la création d'emplois
 - Réduction d'impôts à l'embauche de certaines catégories de travailleurs, comme ceux de moins de 28 ans ainsi que les femmes de plus de 40 ans
 - Aucun quota applicable à l'embauche de travailleurs étrangers.

Pour plus de détails, consulter le site : www.latia.org/index.php/colombia-incentive-programs

Les flux d'IDE entrants ont connu une accélération en 2005. Cette année-là, la Colombie a reçu un montant, record à l'époque, de 10,3 milliards d'USD (8,3 % du PIB). Malgré la croissance intérieure continue, la crise économique et financière mondiale a fait reculer les IDE de presque 34 % durant la période 2008-2010. Depuis 2010, les flux repartent à la hausse. Entre 2010 et 2013, on peut même parler d'un véritable boom. Année après année, les records d'IDE s'enchaînent. En 2010, le montant atteignait 6,8 milliards d'USD (2,4 % du PIB). En 2011, ils ont grimpé à 13,4 milliards d'USD (4 % du PIB). Le compteur affichait 15,7 milliards (4,2 % du PIB) en 2012 et 16,8 milliards d'USD en 2013 (4,4 % du PIB). Ces chiffres attestent une confiance accrue des investisseurs. Les prévisions actuelles laissent entrevoir une croissance constante pour les prochaines années, grâce à la multiplication des accords internationaux d'investissement conclus par la Colombie (voir 2.2 Coopération internationale).

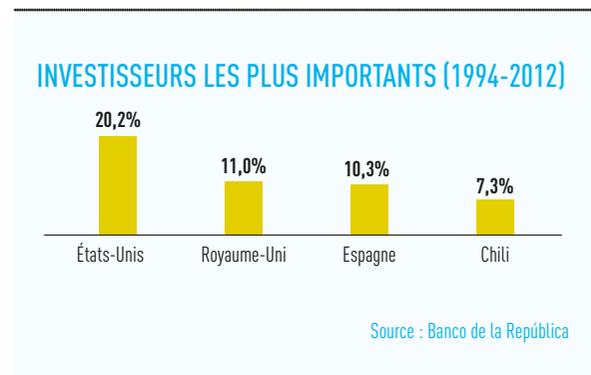
Selon
une étude de
J.P. Morgan Chase, la
Colombie est le deuxième pays
d'Amérique latine le plus attractif en
termes d'investissement.
*("the second most attractive country
in Latin America in terms
of investing")*

Selon une étude de J.P. Morgan Chase, la Colombie est le deuxième pays d'Amérique latine le plus attractif en termes d'investissement. (*"the second most attractive country in Latin America in terms of investing"*)



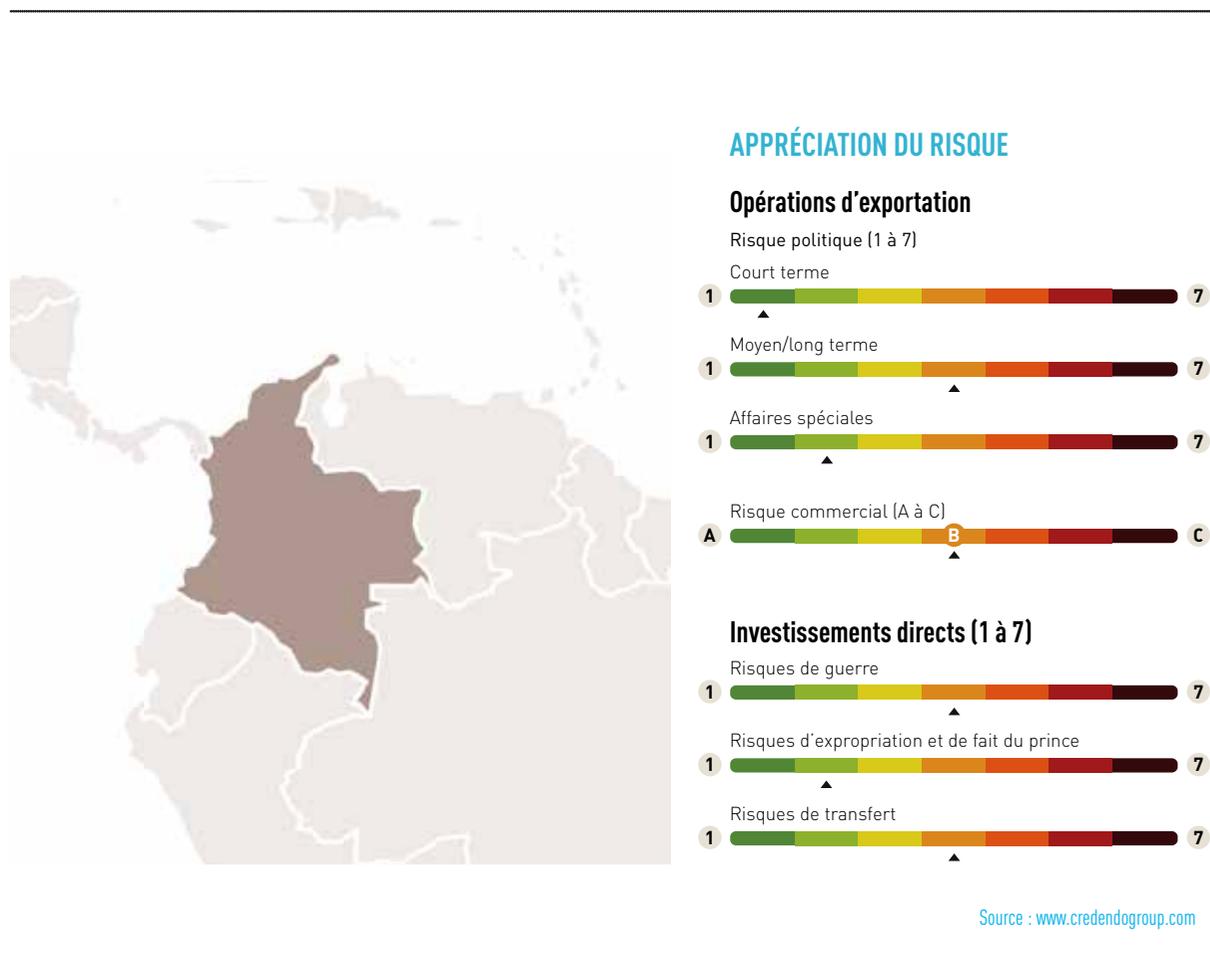
Les données officielles les plus récentes indiquent que les investissements dirigés vers la Colombie sont consacrés essentiellement au secteur pétrolier et minier (47 % du total des IDE en 2013). Le domaine manufacturier vient ensuite avec 16 % du total, suivi par le transport et la communication (10 %), les services financiers (9 %) et le commerce de détail (9 %). Le solde (9 %) est dédié aux entreprises d'utilité publique (électricité, gaz, eau), à la construction, à l'agriculture et aux services municipaux.

Selon les données de la Banque centrale colombienne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et le Chili représentent conjointement la moitié des IDE dirigés vers le pays entre 1994 et 2012.



2.5 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.5.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO



Delcredere|Ducreire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes

risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour la Colombie sont relativement bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques à court terme auxquels les investisseurs s'exposent en Colombie sont minimales (1 sur une échelle de 7). Le risque à moyen/long terme est cependant relativement élevé, avec un score de 4 sur 7. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe B, soit le risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 2.025 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.025 millions d'EUR pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi suivant toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. La Colombie obtient ici une cotation de 4 sur 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. La Colombie reçoit une note très satisfaisante de 2 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Avec 4 sur 7, la Colombie se classe dans la catégorie des risques substantiels.

De plus amples informations sont disponibles sur www.credendogroup.com.

2.5.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- ◆ Selon le « Global Competitiveness Report 2013-2014 » du Forum économique mondial, la Colombie occupe le 69^e rang sur 148 pays classés en fonction de leur compétitivité, avant le Vietnam, mais après la Jordanie. Il s'agit d'un statu quo par rapport à l'année précédente. Les facteurs les plus problématiques pour faire des affaires sont la corruption (mentionnée par 20,2 % des répondants), les infrastructures insuffisantes (14,6 %) et le système bureaucratique inefficace (12,2 %). Les atouts soulignés dans le rapport sont la situation macroéconomique excellente, avec un budget en équilibre, une dette publique faible et une inflation sous contrôle à environ 3 %, ainsi qu'une offre de services financiers adaptés aux normes régionales et un marché conséquent.
- ◆ L'OCDE estime le risque pays de la Colombie, composé du risque de transfert et du risque de convertibilité, à 4 sur une échelle de 7, soit un risque substantiel.
- ◆ Selon l'« Index of Economic Freedom 2014 » de la Fondation Heritage qui évalue la liberté économique, la Colombie est 34^e sur 177 avec un score de 70,7, soit une légère augmentation de 1,1 par rapport au classement précédent. Cette note place le pays dans la catégorie « mostly free ». A titre de comparaison, la Belgique affiche un score inférieur, de 69,9 et se trouve dans la catégorie « moderately free ». La Colombie se classe 3^e parmi les pays d'Amérique Centrale et du Sud, après le Chili et Sainte-Lucie.
- ◆ Dans le « Global Enabling Trade Report 2014 » du Forum économique mondial, la république occupe une 73^e place sur 132 pays classés pour la facilité de faire du commerce. Cela représente une progression de 16 rangs par rapport à 2010.



- ◆ En 2011, les trois principales agences de notation (Standard & Poor's, Fitch et Moody's) ont attribué à la Colombie un grade d'investissement pour la première fois depuis 11 ans. Cette promotion était motivée par la situation financière et économique positive du pays et les flux d'IDE croissants. En 2012, Standard & Poor's a tout d'abord relevé la perspective pour la Colombie de stable à positive. L'agence de notation a justifié sa décision par les éléments suivants : *"The effective implementation of fiscal policy reforms could improve its financial profile, reduce debt, and the government's interest burden"*.

Actuellement, la dette du gouvernement colombien affiche une cotation de Baa3 avec une perspective positive chez Moody's et de BBB avec perspective stable chez Standard & Poor's, tout comme chez Fitch.

- ◆ Enfin, dans le rapport « Ease of Doing Business 2014 » de la Banque mondiale, la Colombie occupe la 43^e place sur 185 pays étudiés, alors que la Belgique s'empare de la 36^e position. Le pays a enregistré la progression la plus significative du continent dans l'amélioration de la réglementation relative à l'entrepreneuriat local. La Colombie fait en outre partie des 20 nations au monde ayant comblé le plus de retard sur le plan des bonnes pratiques depuis 2005. Elle a également facilité l'accès à l'électricité grâce à la mise en place d'un « one-stop-shop » pour les raccordements électriques et au progrès du fonctionnement interne des entreprises d'utilité publique. L'exécution des contrats a de surcroît été améliorée suite à la simplification et à l'accélération des procédures lors de différends commerciaux.







3

ANALYSE SECTORIELLE

3.1	AGRO-INDUSTRIE	38
3.2	CONSTRUCTION	40
	3.2.1 INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	40
	3.2.2 INFRASTRUCTURES SOCIALES	43
3.3	ÉNERGIE	45
	3.3.1 HYDROCARBURES	45
	3.3.2 ÉNERGIES RENOUVELABLES	47

3.1 AGRO-INDUSTRIE

AGRICULTURE

La Colombie présente l'une des biodiversités les plus riches au monde et dispose d'une panoplie de ressources naturelles, un avantage compétitif indéniable pour le pays.

La récolte d'une large gamme de produits agricoles découle du climat varié et de la topographie unique. Cacao, canne à sucre, noix de coco, bananes, riz, coton, tabac, manioc sont exploités dans les zones chaudes à une altitude allant jusqu'à 1.000 m. La viande bovine en provient en grande partie également. Les régions situées entre 1.000 et 2.000 m d'altitude jouissent d'un climat plus modéré et sont plus adaptées à la culture du café, de fleurs, de maïs et de divers fruits et légumes (agrumes, poires, ananas, tomates...). Les zones plus froides comprises entre 2.000 et 3.000 m d'altitude, enfin, fournissent surtout le froment, l'orge, les pommes de terre, le lait et la volaille. De plus, l'entièreté du territoire est propice à l'exploitation forestière, des bois tropicaux en basse altitude, aux pins et aux eucalyptus, en haute altitude.

Le secteur agricole colombien est en pleine expansion. Il génère 6,5 % du PIB, emploie 20 % de la population et a enregistré en 2013 une croissance réelle de 5,2 %.

La république est l'un des principaux exportateurs mondiaux de café, de fleurs et de bananes. En 2013, leurs ventes à l'étranger ont rapporté respectivement 1,9 million, 1,3 million et 763.859 USD (selon la FAO). La Colombie se classe dans le top 3 mondial pour chacune de ces denrées. Les produits agricoles dans leur ensemble représentent près de 8 % des exportations.

"PROCESSED FOOD & BEVERAGES"

Au-delà des denrées alimentaires primaires, la Colombie s'est spécialisée ces dernières années dans le « food & beverage-processing ». Cette activité représente 28 % de la production et 22 % de l'emploi dans l'industrie. Elle dispose de technologies de pointe et de moyens de communication modernes.

La Colombie fabrique différents produits intermédiaires et finis. La branche alimentaire se divise en neuf sous-secteurs : le sucre, le riz, les céréales, les huiles végétales et la margarine, le chocolat et les confiseries, la boucherie, la nourriture pour animaux, le pain et les pâtes et le reste. L'industrie de la boisson comprend quant à elle trois sous-secteurs : la bière, les boissons fraîches et les jus ainsi que les alcools forts.

Le food & beverage-processing est très dépendant des importations, aussi bien au niveau des ingrédients, comme les épices, les conservateurs, les arômes et les liants, que des machines et des équipements. Il représente 5,4 % des importations colombiennes.

Le changement des habitudes alimentaires génère un besoin accru de matières premières nouvelles et de qualité supérieure.

DENRÉES ALIMENTAIRES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

Suite à la croissance économique enregistrée ces dernières années, les habitudes de consommation des Colombiens changent. Sur une population d'un peu plus de 48 millions d'individus, 72 % vivent dans les grandes villes. La majorité d'entre eux appartient à une classe émergente dotée d'un pouvoir d'achat allant croissant. Ce groupe se tourne vers des produits de qualité supérieure et, dans certains cas, est même prêt à payer un prix plus élevé. Les décisions d'achat affichent de plus en plus de similitudes avec celles des consommateurs des pays plus développés et sont de plus en plus dictées par la qualité et par le prix. En conséquence, la demande pour des biens alimentaires haut de gamme est en croissance.

Plusieurs chaînes internationales sont déjà présentes sur le territoire colombien, comme le groupe néerlandais Makro, le français Carrefour et Exito, une entreprise financée à 47 % par l'enseigne française Casino. Toutes disposent d'un réseau de distribution local, composé essentiellement de petits magasins « express ». D'après un rapport d'Euromonitor, il semblerait que les Colombiens sélectionnent leur source d'approvisionnement selon le critère de la distance et se dirigent plus volontiers vers les supermarchés de quartier et les épiceries.

Dans les rayons, un large éventail de produits est disponible, d'origine nationale et internationale. L'engouement pour l'épicerie fine (de prix et de qualité supérieurs) prend de l'ampleur.

Ce modèle de consommation en pleine mutation offre des perspectives alléchantes pour les exportateurs belges.

OPPORTUNITÉS

- ◇ Épicerie fine
- ◇ Bières et cidres
- ◇ Gaufres, chocolats, biscuits
- ◇ Produits surgelés
- ◇ Pommes de terre
- ◇ Produits bio et écologiques
- ◇ Produits laitiers
- ◇ Mélangeurs et appareils de filtrage
- ◇ Machines d'emballage
- ◇ Machines pour la transformation de la viande
- ◇ ...

3.2 CONSTRUCTION

La construction est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie colombienne. En 2013, il a progressé de 9,8 %, alors que la croissance globale affichait 4,2 %. Les experts prévoient une hausse continue, alimentée principalement par les investissements dans les infrastructures de transport et sociales.

3.2.1 INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

La situation économique favorable de ces dernières années et l'ouverture de plus en plus large du pays à l'international ont mis en exergue le besoin de renforcer considérablement les réseaux de transport.

Actuellement, la Colombie fait pâle figure dans les comparaisons internationales pour ce critère. Dans le « Global Competitiveness Report 2013-2014 » du Forum Économique Mondial, l'inadéquation des infrastructures de transport est pointée du doigt et serait le deuxième obstacle le plus pénalisant pour faire des affaires dans le pays. Sur base d'une étude de la Banque mondiale, la république occupe la 97^e place sur un total de 160 pays classés en termes de logistiques et d'infrastructures. Le rapport souligne que les coûts logistiques pour les opérations commerciales en Colombie sont les deuxièmes plus élevés d'Amérique latine.

Ces constats ont incité les autorités à placer l'amélioration des réseaux de transport au centre de leurs priorités. Elles ont instauré un ambitieux programme de modernisation, focalisé sur la valorisation et l'extension des réseaux de transport routier, ferroviaire, portuaire, fluvial, aérien et urbain. Un budget de près de 50 milliards d'USD a été libéré pour la période entre 2011 et 2021.

L'exécution des projets se déroule au travers de partenariats publics-privés (PPP), sous forme de concessions « build-operate-transfer ». Celles-ci sont ouvertes aussi bien aux entreprises nationales qu'internationales. Les offres sont gérées par l'Agence nationale de l'Infrastructure (Agencia Nacional de Infraestructura ou ANI).

L'ANI prévoit une croissance significative du nombre de concessions en 2014. Elle s'attend à une recrudescence des investissements publics dans les années à venir de 1,5 % du PIB en 2013 et entre 3 et 6 % d'ici 2016.

Budget estimé pour les investissements dans les infrastructures de transport :

	2011-2021 (milliards d'USD)
Routes	28
Chemins de fer	10
Eaux intérieures	1,5
Ports	1,5
Aéroports	1
Transport urbain	7
Total	49

Source : Ministère des Transports

RÉSEAU ROUTIER

La route est le moyen de transport le plus sollicité dans le pays. Seules 20 % des routes sont asphaltées et peu d'autoroutes sont dotées de 4 bandes de circulation. Dans le « Global Competitiveness Report 2013-2014 », la Colombie se classe à la 130^e place sur 148 pour la qualité de son réseau routier.

Pour combler ce retard, le gouvernement a lancé un vaste plan de modernisation. 28 milliards d'USD y sont consacrés, soit plus de la moitié de l'enveloppe globale dédiée aux transports.

Le projet le plus conséquent est le « Fourth Generation (4G) of the Road Concessions Program ». Celui-ci comprend la construction de 40 segments, totalisant plus de 8.000 km de nouvelles routes, avec un budget estimé à environ 25 milliards d'USD. Le programme est non seulement le plus considérable de l'histoire du pays, mais également le plus vaste d'Amérique latine.

Les concessions peuvent être divisées en sept groupes répartis sur le territoire:

RÉSEAU FERROVIAIRE

Le réseau ferroviaire colombien peut être qualifié d'obsolète et de limité. Il totalise 3.300 km de rails, parmi lesquels seuls 756 couvrent des lignes en service. Celles-ci sont exploitées par des entreprises privées liées par des contrats de concession. Pour le reste, une partie des infrastructures sera reconstruite dans les années à venir, également via des accords de concession. La moitié des lignes ferroviaires resteront cependant inactives.

Le gouvernement a consacré un budget de 10 milliards d'USD pour moderniser et étendre le réseau entre 2011 et 2021. D'ici 2018, les voies utilisables devraient représenter 2.353 km.

Le système a été divisé en cinq portions, principalement situées dans la région septentrionale du pays :

- ◆ Central Railway System
- ◆ Atlantic Railway System Network
- ◆ Highland Railways
- ◆ El Carere Rail Network
- ◆ Pacific Railway Network

Délimitation	Région	Budget estimé (en milliards d'USD)
Centre-sud	Caldas, Cundinamarca, Tolima, Huila et Putumayo	1,3
Sud-ouest	Tolima, Quindío, Valle, Cauca et Nariño	2,75
Centre-ouest	Arauca, Casanare, Cundinamarca, Meta et Vichada	3,93
Caraïbes	Cesar, Bolivar et le nord de Cordoba en direction de Guajira	2,91
Cordillère orientale	Boyacá, Santander, Cundinamarca, Meta et Caldas	5,43
Autopistas de la prosperidad	Principalement à Antioquia, au nord de Risaralda et Tolima	7,25
Petites concessions	Santander et le nord de Santander	0,87
Total		24,44

Source : Agence nationale de l'infrastructure/Agencia Nacional de Infraestructura

Pour plus d'informations, consultez www.ani.gov.co

Parallèlement, on recense également des initiatives privées comme :

- ◆ Interoceania Rail Network: une ligne entre la région caféière et Santa Maria d'environ 1.088 km de long
- ◆ Transandino Rail: une ligne entre les villes de Buenaventura, Palmira, Ibague, Neiva, Villavincencio et Puerto Gaitan
- ◆ Carare-Caribe: une ligne reliant l'intérieur du pays et la côte caraïbienne, avec comme premier objectif la simplification du transport par camion (du charbon principalement) vers les ports.

PORTS

Située à la jonction des Amériques du Nord et du Sud, la Colombie occupe une position stratégique. Elle est de plus le seul pays du continent baigné à la fois par l'océan Atlantique et par l'océan Pacifique. La république bénéficie dès lors d'un avantage compétitif dans la région latino-américaine pour le transport maritime.

Plus de 90 % du commerce extérieur colombien transite par la mer. Les ports principaux sont ceux de Santa Marta, Barranquilla et Cartagena sur la côte caraïbienne et celui de Buenaventura sur la côte atlantique. Ils traitent conjointement 106 millions de tonnes de marchandises par an. Les ports colombiens marquent le point de départ de plus de 3.000 itinéraires de navigation, exploités par 28 compagnies maritimes et à destination de 500 ports à travers le monde. Leur gestion est assurée par des concessions conclues entre les autorités publiques et des acteurs privés.

Le gouvernement colombien propose à travers son plan d'action le doublement de la capacité portuaire. D'ici 2018, le volume de marchandises traitées devrait grimper à 254 millions de tonnes par an. Les installations de Cartagena et de Buenaventura font partie des premières priorités.

VOIES NAVIGABLES INTÉRIEURES

Les cours d'eau navigables totalisent 18.000 km, dont 7.000 sont exploités en permanence. Le potentiel économique est énorme, d'autant plus que la capacité d'un navire équivaut à pas moins de 75 camions.

Le gouvernement a instauré un plan pour rendre les eaux intérieures (à nouveau) navigables. Un montant de 1,5 milliard d'USD a été débloqué à cet effet. Les principaux fleuves colombiens sont la Magdalena, l'Atrato, l'Orénoque et l'Amazone.

Le projet le plus conséquent consiste à rétablir l'accès à la Magdalena et à ses affluents. Le « Rio Magdalena » s'étend sur environ 1.500 km et était jadis le premier carrefour commercial du pays. Son bassin comprend 4.524 km. Sa liaison avec les infrastructures portuaires doit également être optimisée.

AÉROPORTS

La Colombie compte 643 aéroports, dont 13 dédiés au trafic international. Ils servent surtout au transport de personnes : 24,5 millions de passagers ont transité en 2012 par ceux-ci, sur des vols nationaux ou internationaux. D'ici 2018, les autorités veulent étendre la capacité annuelle à 34 millions de passagers et ont, dans cette optique, réservé un budget d'un milliard d'USD.

TRANSPORT URBAIN

Avec l'implémentation du Transmilenio, le réseau de transport urbain de Bogota, la Colombie fait figure de pionnier. Le système a été lancé en 2000 et compte aujourd'hui une flotte d'environ 1.400 autobus flexibles qui circulent à travers la ville sur des bandes qui leur sont dédiées. 1,8 million de personnes utilisent quotidiennement ce service, l'un des plus vastes systèmes BRT (Bus Rapid Transit) au monde. Le concept a été exporté dans d'autres métropoles comme Le Cap, Jakarta, Santiago, Guangzhou et Delhi. Aux côtés des bus, le réseau comprend également des sentiers pédestres, des ponts, des plaines et des boulevards.

Suite au succès du Transmilenio, le gouvernement a lancé en 2012 l'« Integrated Public Transport System » (SITP), un nouveau projet de transport urbain à Bogota. Le plan s'appuie sur le Transmilenio, mais intègre les différentes lignes de bus dans la ville. Le Transmilenio coexiste en effet avec un autre système de bus, le « Collective Public Transport ». Ce réseau est exploité par des milliers de propriétaires, regroupés en 66 entreprises privées.

La mise en service du SITP diminuera considérablement les émissions de gaz. Les véhicules les plus anciens et les plus polluants disparaîtront du paysage urbain. Une partie d'entre eux sera progressivement remplacée par des modèles neufs, plus performants. L'étendue de la flotte sera réduite de 30 %.

Le SITP sera complété par un système de navettes, qui connectera la banlieue au centre-ville de Bogota. La construction de funiculaires et d'un métro est aussi envisagée.

A cela s'ajoutent encore d'autres projets d'infrastructure urbaine, comme le Bus Rapid Transit (BRT) à Cúcuta.

3.2.2 INFRASTRUCTURES SOCIALES

En plus de la modernisation de son réseau de transport, le gouvernement prévoit également une amélioration des infrastructures sociales. Des opportunités d'investissement intéressantes foisonnent dans les secteurs du logement, des centres de jeunesse, des bâtiments publics et des prisons.

LOGEMENT

Sur base d'une étude du Département administratif national des Statistiques (DANE), la Colombie souffre d'un déficit de 3,8 millions de logements. Le groupe le plus touché est celui des « desplazados », habitants aux bas revenus contraints par le passé d'abandonner leurs terres et leurs maisons suite aux conflits militaires entre les autorités et les guérilleros.

Le gouvernement a répondu (en partie) à cette problématique en proposant la construction d'un million de logements (sociaux) pour les plus démunis. En 2012, 89.000 nouvelles habitations ont déjà été mises à disposition. Ce nombre a grimpé à 136.000 en 2013.

CENTRES DE JEUNESSE

On estime qu'environ 2,8 millions d'enfants de moins de 6 ans appartiennent au groupe de population le plus pauvre de Colombie. Les autorités veulent assurer la scolarité de 1,2 million d'entre eux, grâce à l'« Early Childhood Development Plan » (ECD). Dans ce contexte, elles prévoient la construction de centres, sous forme de partenariats public-privés. Le coût de ces infrastructures doit encore être défini.

BÂTIMENTS PUBLICS

Les autorités ont prévu la rénovation de trois bâtiments publics, à savoir le "Superintendencia Notariado en Registro y Consejo Superior de la Judicatura" et le "Centro Administrativo Nacional" à Bogota, ainsi que le "Fiscalia General De la Nacion" à Cali.

Le budget total doit encore être déterminé.

PRISONS

Le gouvernement envisage une extension de la capacité des centres pénitentiaires. Il souhaite attirer des capitaux privés pour la construction, la fourniture de matériel, l'entretien, ainsi que pour assurer les services d'intendance, de blanchisserie, de dératisation et d'intégration sociale. Le budget a été évalué à 150 millions d'USD.

Les investissements se concentrent sur les institutions suivantes : Popayan (Cauca), Picota (Bogota), Puerto Trunfo (Antioquia), Giron (Santander) et les prisons régionales à "Eje Cafetero" et "Región Caribe".

OPPORTUNITÉS

- ◇ Services d'ingénierie et de construction
- ◇ Systèmes de transport intelligents
- ◇ Services et matériel ferroviaires
- ◇ Location de machines lourdes
- ◇ Conception de ponts
- ◇ Matériels et services pour la sécurité routière
- ◇ Système de péage pour autoroutes
- ◇ Logiciels de navigation
- ◇ ...



3.3. ÉNERGIE

3.3.1 HYDROCARBURES

Le secteur des hydrocarbures colombien connaît un essor sans précédent. Les activités d'exploration et d'exploitation ont le vent en poupe grâce aux réformes juridiques et fiscales, combinées à un climat de sécurité renforcé. La Colombie a redoré le blason de ce secteur auprès des investisseurs étrangers. En 2012, le secteur représentait près de 50 % des IDE entrants du pays.

En 2003, les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon ont été entièrement libéralisés. Les entreprises privées indigènes et étrangères peuvent depuis lors octroyer des contrats d'exploitation et de production (E&P), en concurrence directe avec Ecopetrol, l'ancienne enseignne publique qui tenait jadis les rênes du secteur.

Une nouvelle agence, l'Agencia Nacional de Hidrocarburos (ANH) a été fondée. Cette institution publique est chargée de la gestion des sources d'hydrocarbures nationales et de l'attribution des contrats E&P par appels d'offres.

Sur le plan fiscal, les autorités appliquent un système de royalties. L'impôt fixe de 20 % a été remplacé par une taxe variant de 8 à 25 %, en fonction du niveau de production.

La dernière séance majeure d'attribution de concessions remonte à 2012 (Ronda Colombia 2012). Pas moins de 115 contrats « E&P-blocks » avaient alors été assignés à un total de 27 entreprises. Une nouvelle session figure à l'agenda de 2014.

PÉTROLE

Début 2014, les réserves de pétrole brut connues se chiffraient à 2,4 milliards de barils. Sur base de son niveau de production actuel, cela signifie que la Colombie peut encore subvenir à ses propres besoins jusqu'en 2018. Pour garantir la sécurité d'approvisionnement à long terme, le gouvernement a placé l'augmentation du stock de pétrole au cœur de ses priorités. 570 nouvelles prospections de forage sont prévues en 2014.

La production a enregistré ces dernières années une croissance énorme : pas moins de 60,5 % entre 2008 et 2012. En 2013, le cap du million de barils par jour a été franchi pour la première fois. Le Ministère des Mines et de l'Énergie s'attend à une augmentation continue dans les années à venir, qui pourrait aboutir à une production de 1,3 million de barils quotidiens d'ici 2020.

Plus de la moitié de cet or noir est vendu hors des frontières. En 2013, les recettes se chiffraient à 27,6 milliards d'USD et représentaient 47 % des exportations totales.

Le plus vaste gisement pétrolier du pays est celui de Rubiales, situé dans le département du Meta. Il assure 1/5^e de la production colombienne et est exploité par une joint-venture entre la société canadienne Pacific Rubiales et Ecopetrol. Cano Limon, Castilla et Cupiagua sont d'autres gisements importants.

GAZ

Fin 2012, les réserves de gaz naturel étaient estimées à environ 5,7 billions de pieds cubes (tcf). La majeure partie est située dans le bassin de Llanos, alors que l'infrastructure actuelle se concentre surtout dans celui de Guajira.

L'extraction de gaz s'est également développée ces dernières années. Entre 2007 et 2011, elle a doublé pour atteindre 387 milliards de pieds cubes par an. L'offre a par conséquent dépassé la demande depuis peu. Le surplus n'a jusqu'alors été exporté qu'au Venezuela voisin, mais la vente à d'autres pays est envisagée.

Le producteur de gaz naturel le plus important en Colombie est l'américain Chevron, avec plus de 600 millions pieds cubes par jour.

CHARBON

En 2012, la Colombie disposait d'une réserve de charbon de 5.557 millions de tonnes courtes (MMst), soit la plus importante d'Amérique latine. Avec 98,1 MMst cette même année, le pays était également le premier producteur du continent.

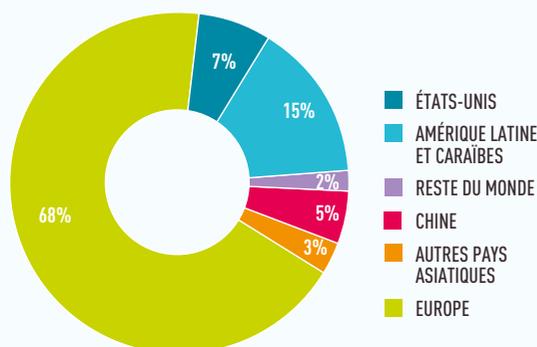
Près de 95% du charbon extrait est exporté, avec l'Europe comme marché principal (68%). Les ventes se dirigent cependant de plus en plus vers l'Asie (8%), en particulier vers la Chine (5%). Selon les données du « Global Trade Information Services », la Colombie est le 5^e exportateur mondial, après l'Indonésie, l'Australie, la Russie et les Etats-Unis.

Les mines se situent majoritairement dans la péninsule de La Guajira, baignée par la mer des Caraïbes.

Le principal producteur de charbon est le consortium « Carbones del Cerrejon », qui est composé des anglo-américains BHP Billiton et Xstrata. Le groupe exploite le projet Cerrejon Zona Norte, la plus grande mine à ciel ouvert d'Amérique latine et l'une des plus importantes au monde.

Sur base des projections d'investissement, le secteur du charbon devrait connaître un véritable boom au cours des quatre prochaines années. Quelques grandes entreprises internationales projettent des investissements supérieurs à 9.500 USD.

EXPORTATIONS DE CHARBON COLOMBIEN PAR PAYS CLIENT (2012)



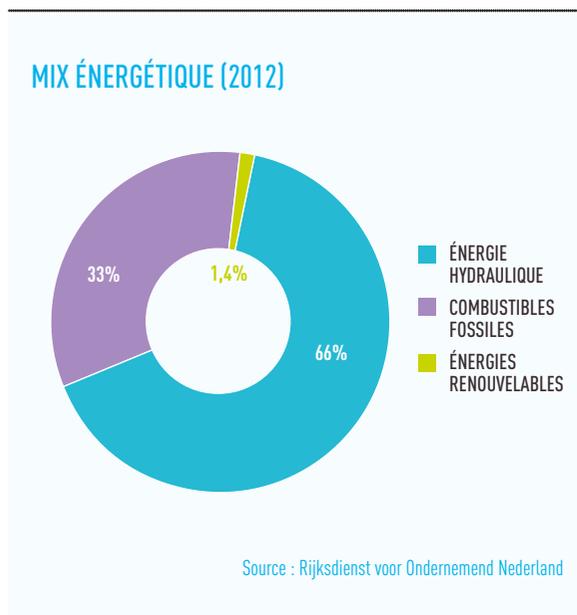
Source : U.S. Energy Information Administration, Global Trade Information System

3.3.2 ÉNERGIES RENOUVELABLES

Bien que la part des énergies renouvelables dans le mix colombien est encore aujourd'hui relativement limitée (1,4 %), les autorités s'attèlent à une diversification du portefeuille, dans lequel l'énergie verte se verrait confier un rôle plus important. D'ici 2015, 3,5 % de l'approvisionnement devrait venir de sources alternatives, alors que cette proportion devra atteindre 6,5 % à l'horizon 2020. Dans ce contexte, l'attention se porte sur les énergies hydraulique, biomasse, éolienne et solaire.

Il nous apparaît pertinent de distinguer les installations hydrauliques à grande échelle (>20 MW) des petites installations (<20 MW). Les premières ne sont pas considérées comme des sources d'énergie renouvelables, mais conventionnelles.

Les autorités colombiennes souhaitent promouvoir les initiatives privées dans le secteur. Elles développent un nouveau cadre politique autour de la collaboration entre sphères publique et privée.



ÉNERGIE HYDRAULIQUE

L'hydraulique est la forme dominante d'énergie du pays, représentant plus de 65 % dans le mix énergétique. Les ressources restent pourtant largement sous-exploitées. Le potentiel est estimé à 137 GW, dont 93 GW pour les grands projets (> 20 MW) et 25 GW pour les petits (<20 MW). La capacité installée atteint seulement 9 GW, dont 2,6 MW issus de petites infrastructures.

BIOMASSE

Dans le domaine de la biomasse, les possibilités sont également considérables, tant pour les produits issus de la sylviculture que pour d'autres flux.

Proexport, l'institution publique responsable de la promotion des exportations, évalue l'étendue des zones appropriées à la foresterie commerciale à environ 17 millions d'hectares, dont 2 % seulement sont actuellement exploitées dans cette optique. Les régions les plus appropriées sont la côte caraïbéenne, le delta du fleuve Magdalena, la région d'Orinoquia et la région sud-ouest du pays. Plus de dix espèces d'arbres peuvent être utilisées comme source de biomasse, grâce à leur rendement élevé et à leur cycle de vie restreint. A titre d'illustration, l'eucalyptus enregistre une récolte moyenne de 30m³/ha/an et un taux de rotation de huit ans.

POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE ET POTENTIEL DE FLUX POUR LA BIOMASSE, 2010

TYPE DE BIOMASSE	POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE (PJ/AN)	POTENTIEL DE PUISSANCE (MW)
Biomasse (agro-) industrielle		
Huile de palme	16	101
Canne à sucre	118	747
Canne à sucre « panela »	81	513
Café	49	310
Riz	27	171
Sous-total	291	1.842
Biomasse de déjections animales		
Vaches	84	532
Porcs	4	25
Poules	29	184
Sous-total	117	741
Déchets municipaux		
Marchés et installations de stockage	0,09	0,50
Branchages	0,10	0,60
Sous-total	0,19	1,10
Potentiel total de la biomasse	408,19	2.584,10

Source : Corpoema

ENERGIE ÉOLIENNE

Le potentiel éolien est évident et est l'un des plus importants en Amérique latine. Les zones les plus propices sont situées au nord du pays, plus précisément dans le département de La Guajira. Le large des côtes enregistre des vitesses de vent atteignant 9 mètres/seconde (classe 7). Une seule autre région présente de telles performances en Amérique du Sud : la Patagonie, au Chili et en Argentine. Selon les calculs, la Guajira disposerait d'un potentiel total de 18 GW, assez pour satisfaire deux fois la demande énergétique intérieure.

La capacité installée reste cependant limitée. Le seul projet opérationnel est le parc éolien de Jepirachi, exploité par Empresas Publicas de Medellín (EPM). Ce complexe abrite 15 turbines qui génèrent conjointement 19,5 MW d'électricité. D'autres projets sont à l'étude, dont un parc éolien de 200 MW à Iapapure, également dans le nord du pays.



ÉNERGIE SOLAIRE

Grâce à sa localisation en zone tropicale et proche de l'équateur, la Colombie bénéficie de conditions favorables pour la génération d'énergie solaire. La radiation annuelle moyenne est la plus élevée de la côte caribéenne (1.825 kWh/m²) et ce, plus spécifiquement dans le département de La Guajira (2.190 kWh/m²). Ce dernier affiche un potentiel comparable à celui des régions les plus prolifiques de la planète en la matière, comme la Californie (2.555 kWh/m² par an), le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne (2.200 kWh/m² par an).

Le pays dispose actuellement d'une capacité installée de 6 MW, dotée de 78.000 panneaux solaires. Cette puissance est surtout destinée à des applications rurales et à la signalisation routière.

OPPORTUNITÉS

- ◇ Assainissement de terrains et purification des eaux
- ◇ Consultance environnementale et services de responsabilité sociale des entreprises
- ◇ Services pour la construction de champs éoliens
- ◇ Consultance dans les domaines de la géologie, géophysique et sismologie
- ◇ Appareils de production et de sécurité
- ◇ Canalisations, pompes, machines spécialisées et matériaux connexes
- ◇ Expertise en énergie éolienne et solaire
- ◇ Expertise en biomasse
- ◇ ...





4

RÉUSSITES RÉCENTES

ERC BELGIUM

52

SCABAL

53

FYTOLAB

54



ERC BELGIUM

SECTEUR : PHARMACEUTIQUE

ERC Belgium (Eritopoietic Research Corporation) est une société pharmaceutique active dans la recherche contre le cancer. Elle est installée dans le parc scientifique Créalys à Gemboux. Fondée en 2008, elle s'est spécialisée dans le développement, la fabrication et les tests cliniques d'un produit immunothérapeutique innovant pour traiter le « glioblastome multiforme », la forme la plus agressive de cancer malin du cerveau, jusqu'ici incurable.

L'entreprise investit dans l'immunothérapie cellulaire, soit la stimulation du système immunitaire contre le cancer ou, plus simplement encore, « le traitement du cancer par le cancer ». Ce procédé combine des cellules extraites de la tumeur du patient à celles d'autres malades souffrant du glioblastome. Renforcé par l'utilisation de différents adjuvants, le vaccin est ensuite administré au patient. Celui-ci va développer une réponse immunitaire plus adaptée qui peut aller jusqu'au rejet de la tumeur et à l'inscription d'une mémoire immunitaire pour tenter d'éviter une rechute éventuelle.

ERC Belgium dépose un brevet au niveau international en 2007 pour son vaccin anti-cancer. En 2013, celle-ci obtient une autorisation de la FDA (Food and Drug Administration) pour une étude clinique de phase II aux Etats-Unis ainsi que le statut de Médicament Orphelin par la MEA pour l'Europe.

La société emploie actuellement cinq travailleurs en Belgique, un en Espagne, deux aux Etats-Unis, deux en Colombie et deux aux Pays-Bas. Elle compte également des activités ou a entrepris des démarches en Italie, en Espagne, en Grèce, en Hongrie, au Canada, au Danemark et en Allemagne.

L'histoire avec l'Amérique latine démarre en 2012, lorsque Paul Petit Jean, Chief Commercial Officer (directeur commercial), visite pas moins de six pays du continent pour y proposer les produits d'ERC Belgium. Au terme de son étude de marché, il est particulièrement séduit par le potentiel de la Colombie. Il souligne son redressement économique prometteur, ses infrastructures en pleine évolution ou encore la fiabilité de ses interlocuteurs. « C'est un pays qui se tourne résolument vers l'avenir », selon Paul Petit Jean.

L'année suivante, en 2013, la filiale ERCCOL voit le jour à Bogota, grâce au soutien de l'AWEX. Ses deux travailleurs collaborent étroitement avec un hôpital colombien de référence, qui soigne les patients en utilisant la solution thérapeutique d'ERC Belgium. « La Colombie fait figure de référence en Amérique du Sud en matière de santé », explique Paul Petit Jean. « Nous utiliserons ce tremplin pour nous étendre vers d'autres pays du continent ». A terme, l'objectif sera d'implanter une unité de production sur place.

www.ercbelgium.com

SCABAL

SECTEUR : TEXTILE

Scabal est une entreprise familiale bruxelloise, qui a vu le jour en 1938 grâce à Otto Hertz. Aujourd'hui dirigée par JP Thissen épaulé par son fils Gregor, elle compte déjà trois générations. La société a démarré en tant que négociant et fournisseur de tissus.

Au fil des années, Scabal est devenu un acteur de renommée internationale dans le domaine de vêtements de luxe pour hommes. Aujourd'hui, ses activités se divisent en trois catégories principales : la production de tissus de très haute qualité destinés aux plus grands couturiers et entreprises textiles à travers le monde, la confection de costumes, de vestons et de chemises sur mesure ainsi qu'une ligne d'accessoires de prêt-à-porter.

L'enseigne est présente sur près de 65 marchés internationaux et emploie un total de 600 personnes. Son chiffre d'affaires consolidé atteignait 45 millions d'EUR en 2013.

Tous les produits sont confectionnés en Europe, dans l'un des deux centres de production. Les tissus sont fabriqués au Royaume-Uni, alors que les vêtements sont taillés en Allemagne. Scabal lance deux fois par an jusqu'à 15 nouvelles collections de tissus, qui s'ajoutent aux collections permanentes et aux éditions spéciales. A tout moment, le client a le choix parmi non moins de 5.000 tissus différents. L'entreprise propose également 200 options personnalisées pour une confection sur mesure.

Depuis plus de 20 ans, Scabal est également présente en Colombie. Elle travaille en collaboration avec "Marsanti", un tailleur de vêtements renommé qui exploite une boutique dans l'un des quartiers commerçants les plus prestigieux de Bogota. "Marsanti" est en outre le distributeur exclusif de la marque Scabal sur le marché colombien.

Pour rester en parfaite adéquation avec les dernières tendances, les nouvelles collections et la stratégie commerciale de son partenaire en Amérique latine, l'équipe "Marsanti" visite régulièrement le siège de Bruxelles.

La très haute qualité, des tissus comme du service, est le point d'orgue de Scabal. Pour pouvoir la garantir à tout moment, la société a démarré récemment un "super express delivery service" à Bogota. Grâce à ce système, le délai de livraison de ses pièces sur mesure s'est vu écourter de 10 à seulement 3 jours.

www.scabal.com

FYTOLAB

SECTEUR : AGROALIMENTAIRE

Fytolab est un laboratoire spécialisé, doté d'une expertise dans l'analyse des résidus de pesticides et d'autres substances nocives contenus dans les aliments. Établi à Zwijnaarde (Gand), le laboratoire principal a été créé en 2001 comme une spin-off de l'université de Gand. L'entreprise compte une soixantaine d'employés.

Au cours de ses analyses, Fytolab vérifie que la teneur en résidus et en substances nocives ne dépasse pas les seuils imposés par la loi. Les activités s'inscrivent donc dans le cadre de la sécurité alimentaire et des systèmes de qualité des clients, de sorte que ceux-ci puissent à leur tour mieux vendre leurs produits. Fytolab étudie annuellement 45.000 échantillons, principalement des légumes, des fruits et des céréales.

Fin 2011 l'entreprise a ouvert un laboratoire à Bogota, en Colombie. Les modalités administratives rapidement réglées, sa mise en place a pris environ un an (aspects techniques, recrutement, formation, aménagement du bâtiment, transport et installation des appareils). Le centre est entièrement dédié à l'analyse des résidus de pesticides contenus dans les produits locaux commercialisés et exportés (fruits, café, cacao).

Le laboratoire de Bogota a démarré avec quatre collaborateurs dotés d'une bonne connaissance de l'anglais et formés pendant deux mois en Belgique. L'équipe compte actuellement sept personnes. Au regard de son mode de fonctionnement (système de qualité, procédures, appareillages), il fait figure de copie miniature de l'entité belge. Le système de qualité (ISO 17025) est soumis à un audit mené par une instance belge, afin de garantir aux clients colombiens un niveau de qualité comparable à celui d'un laboratoire européen. Cet aspect capital distingue Fytolab de la concurrence.

Actuellement, le marché principal est celui de la grande exportation, mais les demandes émanent également petit à petit du commerce de détail et de l'industrie. Bien que le prix reste un critère prioritaire, les Colombiens sont aussi sensibles à la qualité lorsqu'ils souhaitent satisfaire leurs clients. Fin 2013, Fytolab Colombie a introduit un appel d'offres public important pour les autorités colombiennes (Invima). La procédure a duré au total six mois et nécessité le suivi d'un avocat. Fytolab conduit actuellement un monitoring à grande échelle sur les résidus de pesticides contenus dans de nombreux produits colombiens, ce qui renforce considérablement sa réputation sur le marché local.

Parmi les problèmes auxquels Fytolab a été confronté en Colombie figurent la lenteur et les taxes d'importation sur les appareillages, le trafic (conduite, files, retards dans le trafic aérien), la bureaucratie (procédures papier, perte de temps), ainsi que la méfiance à l'égard des moyens de paiement (réglement des fournisseurs à l'avance). L'ouverture du pays, le goût du travail, la curiosité intellectuelle, le climat politique et économique stable et le marché potentiel considérable ont cependant pris le dessus sur les inconvénients.

Fytolab ambitionne de devenir dans le futur le leader colombien dans l'analyse de résidus. A court terme, le laboratoire souhaite étendre également ses activités vers les pays voisins (Pérou, Equateur, Costa Rica...)

"We zijn onderweg, maar met een goed gevoel",
Carine De Clercq - General manager Fytolab.

www.fytolab.com





5

ADRESSES UTILES

5.1	EN BELGIQUE	58
5.2	EN COLOMBIE	58
5.3	SITES À CONSULTER	59



5.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ETRANGERS (AWEX)

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles

☎ +32 2 421 82 11

☎ +32 2 421 87 87

mail@awex.be

www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles

☎ +32 2 800 40 00

☎ +32 2 800 40 01

info@brusselsinvestexport.be

www.bruxellesinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE (FIT)

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles

☎ +32 2 504 87 11

☎ +32 2 504 88 99

info@fitagency.be

www.flandersinvestmentandtrade.be

AMBASSADE DE COLOMBIE EN BELGIQUE

Ambassadeur :

S.E. M. Jose Rodrigo RIVERA SALAZAR

Avenue Franklin Roosevelt, 96 A

1050 Bruxelles

☎ +32 2 649 56 79

☎ +32 2 646 54 91

ebelgica@cancilleria.gov.co

www.belgica.embajada.gov.co

CONSULAT GENERAL DE COLOMBIE EN BELGIQUE

Consul : Mme Maria del Pilar, GOMEZ
VALDERRAMA

Avenue Louise (Blue Tower) 326

1000 Bruxelles

☎ +32 02 649 07 68

☎ +32 02 649 24 04

consulado.colombia@scarlet.be

5.2 EN COLOMBIE

AMBASSADE DE BELGIQUE EN COLOMBIE

Ambassadeur : S.E.M. Jeroen COOREMAN

Calle 26B - n°4 A-45 - piso 7 - Barrio La Macarena

Bogota DC

Colombia

☎ +57 1 380 03 80

☎ +57 1 380 03 40

bogota@diplobel.fed.be

www.diplomatie.belgium.be/colombia/

AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Attaché économique et commercial :

Mme Marjorie INGHELIS

c/o Embajada de Bélgica

Calle 26B - n°4 A-45 (Piso 7) - Edificio KLM

Barrio La Macarena

Bogota DC

Colombia

☎ + 57 1 380 03 30

☎ + 57 1 243 43 50

bogota@awex-wallonia.com

lima@awex-wallonia.com

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Bruxelles Invest & Export ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Colombie. Les entreprises bruxelloises souhaitant un soutien dans ce pays peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX, Mme Marjorie Inghels.

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Flanders Investment & Trade ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Colombie. Les entreprises flamandes souhaitant un soutien dans ce pays peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX, Mme Marjorie Inghels.

5.3 SITES À CONSULTER

Ministère des Affaires étrangères
www.cancilleria.gov.co

Ministère des Mines et de l'Énergie
www.minminas.gov.co/mme

Ministère du Commerce, de l'Industrie et
du Tourisme
www.mincit.gov.co

Ministère des Finances
www.minhacienda.gov.co

Agence Nationale de l'Infrastructure
www.ani.gov.co

Ministère de l'Agriculture et
du Développement rural
www.minagricultura.gov.co

Ministère de la Santé publique et
de la Protection sociale
www.minsalud.gov.co

Ministère du Travail
www.mintrabajo.gov.co

Ministère de l'Éducation
www.mineducacion.gov.co

Ministère de l'Environnement et
du Développement durable
www.minambiente.gov.co

Ministère du Logement, des Villes et
du Territoire
www.minvivienda.gov.co

Ministère des Technologies de l'Information et
de la Communication
www.mintic.gov.co

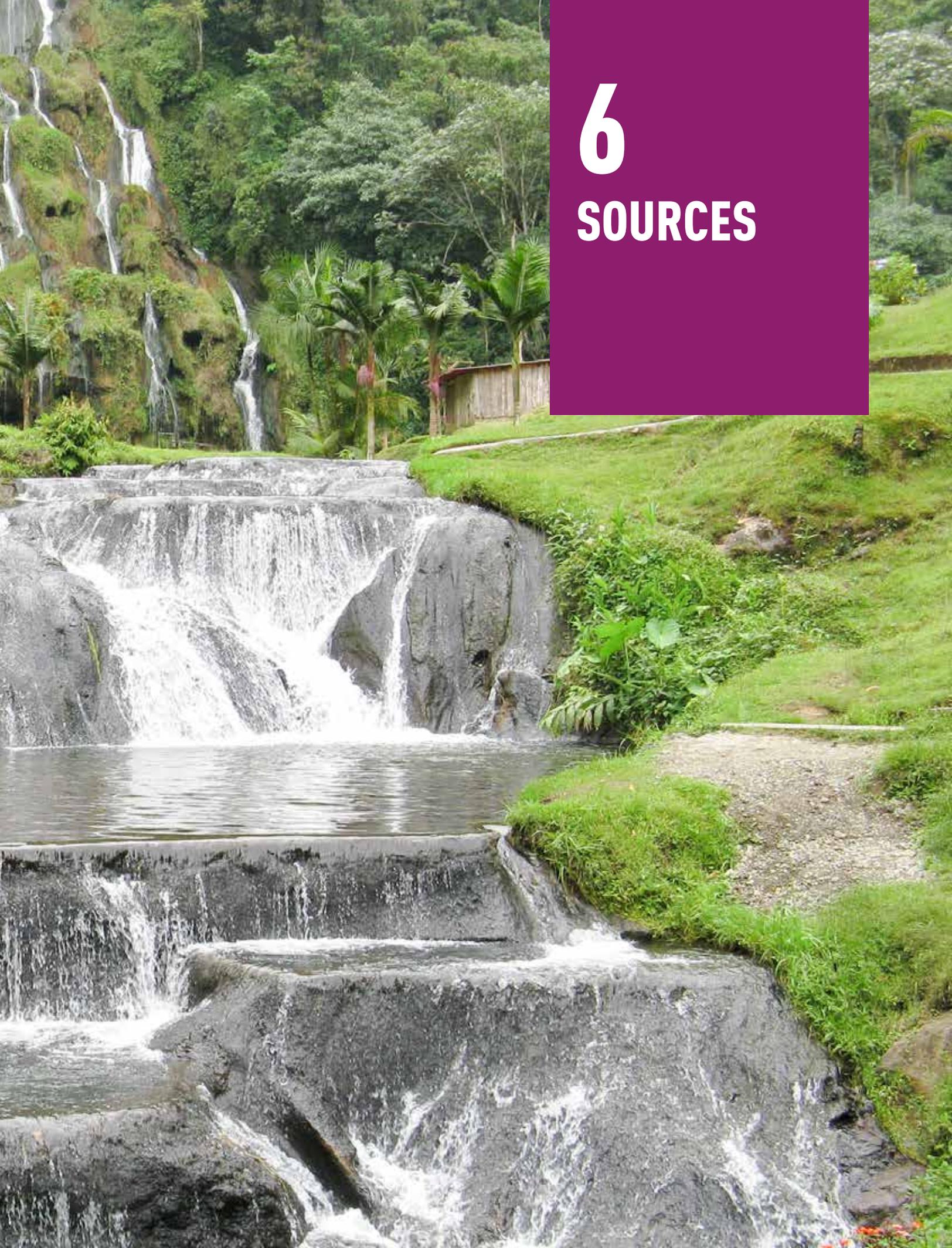
Ministère des Transports
www.mintransporte.gov.co

Ministère de la Culture
www.mincultura.gov.co

Banque nationale
www.banrep.gov.co

Agencia Nacional de Hidrocarburos
www.anh.gov.co





6 SOURCES

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment & Trade
www.flandersinvestmentandtrade.be

SPF Affaires étrangères
www.diplomatie.be

Credendo Group
www.credendogroup.be

Organisation mondiale du Commerce
www.wto.org

Fonds monétaire international
www.imf.org

Organisation de Coopération et de Développement économiques
www.oecd.org

The Economist Intelligence Unit
www.eiu.com

Banque mondiale
www.worldbank.org

Central Intelligence Agency
www.cia.gov

KPMG
www.kpmg.com

US Commercial Service
www.trade.gov/cs

Food and Agricultural Organization of the United Nations
www.fao.org

Reuters
www.reuters.com

Nederlands ministerie van economische zaken
www.agentschapnl.nl

US Energy Information Administration
www.eia.gov

Northon Rose Fulbright
www.nortonrosefulbright.com

Ambassade de Colombie aux Etats-Unis
www.colombiaemb.org

Colombia reports
www.colombiareports.co

Swiss Colombian Chamber of Commerce
www.s-ge.com/en

Département administratif national des Statistiques (DANE)
www.dane.gov.co

Banque nationale de Colombie
www.banrep.gov.co

Bloomberg
www.bloomberg.com

Foxbusiness
www.foxbusiness.com

Global Association of Risk Professionals
www.garp.org/

U.S. Department of State
www.state.gov

United Nations Economic Commission for Europe
www.unece.org

Mcbains Cooper
www.mcbainscooper.com/

Rijksdienst voor Ondernemend Nederland
www.rvo.nl

International Trade Center
www.intracen.org

Proexport
www.proexport.com.co



Agence pour le Commerce extérieur

Rue Montoyer 3
1000 Bruxelles
☎ +32 2 206 35 11
www.abh-ace.be



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Place Saintelette, 2
1080 Bruxelles
☎ +32 2 421 82 11
www.awex.be



invest-export.brussels

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise 500/4
1050 Bruxelles
☎ +32 2 800 40 00
www.brusselsinvestexport.be



FLANDERS
INVESTMENT &
TRADE

Flanders Investment & Trade

Boulevard du Roi Albert II, 37
1030 Bruxelles
☎ +32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.be

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : SEPTEMBRE 2014

ÉDITEUR RESPONSABLE : FABIENNE L'HOOST

AUTEUR : ANNEKE LEYSEN

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE

REPRODUCTION AUTORISÉE MOYENNANT MENTION DE LA SOURCE.



agence pour le
commerce extérieur